



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 18 AVRIL 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 18TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Brome County Winter Roads Association"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Frank Allan Sutcliffe, journaliste, d'Abercorn, P.Q., Demarest Haring Mapes, fils, courtier, de Knowlton, P.Q., Errol L. Marsh, cultivateur, de Sweetsburg, P.Q., Joseph Léon Deslières, marchand, de Sutton, P.Q., et Albert Deslauriers, fabricant de beurre, d'Abercorn, P.Q., dans les buts suivants:

Coopérer avec les autorités municipales et provinciales pour l'entretien des chemins d'hiver dans les différentes régions de la province, et spécialement dans le comté de Brome;

Grouper en une association, sans capital-actions et sans aucun but pécuniaire, ceux qui pourraient être intéressés dans les objets susdits, sous le nom de "Brome County Winter Roads Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est dix mille dollars (\$10,000).

Letters Patent

"Brome County Winter Roads Association"

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1942, incorporating as a corporation without share capital: Frank Allan Sutcliffe, Journalist, of Abercorn, P.Q., Demarest Haring Mapes, Jr., Broker, of Knowlton, P.Q., Errol L. Marsh, Farmer, of Sweetsburg, P.Q., Joseph Léon Deslières, Merchant, of Sutton, P.Q., and Albert Deslauriers, Butter Maker, of Abercorn, P.Q., for the following purposes:

To co-operate with Municipal and Provincial authorities for the maintenance of winter roads in the various regions of the Province and notably in the County of Brome;

To group into an association, without share capital and without any lucrative purpose, those who may be interested in the purposes above set forth, under the name of "Brome County Winter Roads Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000.00).

Le siège social de la corporation sera en la ville de Knowlton, Province de Québec.

The head office of the corporation will be at the Town of Knowlton, in the Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix de mars 1942.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1942.

815 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

815-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Mann Brush Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mars 1942, constituant en corporation: Harry Mann, manufacturier, Dame Leah Mann, bourgeoise, veuve de feu Hyman Mann, et Harry Herlich, agent d'assurance, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre, en gros et en détail, exporter et importer toutes sortes de brosses à l'usage de l'industrie et de la maison. Acheter, vendre, exporter et importer, manufacturer et généralement faire le commerce, comme mandants et agents, de fibres, crin, soies, blocs, manches, "drag lines, pullthroughs", boîtes en bois, et tous autres articles semblables, sous le nom de "Mann Brush Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux mars 1942.

816 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Mann Brush Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1942, incorporating: Harry Mann, Manufacturer, Dame Leah Mann, Housewife, widow of the late Hyman Mann, and Harry Herlich, Insurance Agent, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, and sell, wholesale and retail, to export and import, brushes of any and all kinds for industrial and home usage. To buy, sell, export, and import, manufacture and generally deal as principals and as agents, in fibers, horsehair, bristles, blocks, handles, drag lines, pullthroughs, wooden boxes, and all other similar articles, under the name of "Mann Brush Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1942.

816-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"M. Berger & Sons Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt février 1942, constituant en corporation: Milton Klein, avocat, Evelyn Fishman, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, et Arthur Ruby, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'exportateurs, importateurs, expéditeurs et marchands de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux; manufacturer, exporter, importer, expédier et faire le commerce d'aucun ou de tous articles de lingerie ou autres qui peuvent être fabriqués en tout ou en partie avec de la fourrure ou des peaux d'animaux;

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers de vêtements et lingerie de toutes sortes; tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, merciers, fabricants de porte-manteaux, sous le nom de "M. Berger & Sons Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 20 février 1942.

817 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"M. Berger & Sons Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1942, incorporating: Milton Klein, Advocate, Evelyn Fishman, Secretary, spinster of the full age of majority, usant de ses droits, and Arthur Ruby, Accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as exporter, importer, and shipper of and dealer in all kinds of furs and animal skins; to manufacture, export, import, ship and deal in any or all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs or animal skins;

To carry on all or any of the business of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers, under the name of "M. Berger & Sons Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1942.

817-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"The Canadian Paper & Twine Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi (S.R.Q., 1941, chapitre 276), des lettres patentes en date du sept mars 1942, constituant en corporation: Sam Schwartz, marchand, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Phyllis Schwartz, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, et David Mortimer Notkin, avocat, tous deux des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Maintenir, conduire, gérer et exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, trafiquer, négocier aucune et toute sorte de papier, tous produits du papier, carton, corde, planche, pulpe, pulpe de bois, (préparée par des procédés mécaniques ou chimiques), aucun et tous produits chimiques, ingrédients, sous-produits et composés d'iceux, et aucun et tous matériaux qui sont ou pourraient subséquemment être employés relativement à cette fabrication ou production, et généralement diriger, gérer et faire le commerce de manufacturiers, marchands, trafiquants, et maintenir, conduire, gérer et faire le commerce de marchands de bois de construction, bois de charpente, propriétaires de scieries; acheter, vendre et faire généralement le commerce de bois de charpente, limites forestières, limites à bois de pulpe, permis de coupe de bois de charpente, terres à bois; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte de bois de construction et de charpente, billots, dormants, pilotis, lattes, bardeaux et tous autres produits ou sous-produits du papier et tous autres articles et matériaux dans lesquels entrent en tout ou en partie le bois, la corde, pulpe, planche de pulpe ou le papier, ou pour la fabrication desquels, le bois, la pulpe ou le papier sont requis ou peuvent être utilisés;

Faire le commerce de marchands et manufacturiers, et négociants de papier fabriqué de tout autre matériel, carton et autres préparations, produits; manufacturiers de paille et faire de celle-ci des cartons, boîtes, papier à emballage, livres et tous autres articles et accessoires d'iceux, sous le nom de "The Canadian Paper & Twine Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept mars 1942.

L. DÉSILETS,

818

Assistant-procureur général.

"The Canadian Paper & Twine Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2 of the said Act, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), bearing date the seventh day of March, 1942, incorporating: Sam Schwartz, Merchant, of the City of Outremont, in the District of Montreal, Phyllis Schwartz, Secretary, fille majeure et usant de ses droits, and David Mortimer Notkin, Advocate, both of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To maintain, conduct, manage and carry on in all its branches, the business of manufacturing, buying, selling, importing, exporting, jobbing and dealing in any and all kinds of paper, paper products, cardboard, twine, board, pulp, wood pulp (whether mechanically or chemically prepared) and any and all chemicals, ingredients, by-products and compounds thereof, and any and all materials that are now or hereafter may be used in connection with such manufacture or production and generally to conduct, manage and carry on the business of manufacturers, merchants, traders and to maintain, conduct, manage and carry on the business of lumbermen, timbermen, saw millers and of buying, selling and dealing in generally timber, wood timber limits, pulp limits, timber licences and wood lands and of manufacturing, buying, selling and dealing in all kinds of lumber and timber, saw logs, ties, piling, laths, shingles and all other products or by-products of wood and all other articles and materials into which, wood, twine, pulp, pulp board, or paper enter or form part or in the making of which timber or wood pulp or paper are required or can be utilized.

To carry on the business of merchants and manufacturers, and dealers in paper made from any material, cardboard, and other preparations, products and manufacturers of straw and to manufacture the same into cartons, boxes, bags, packages, books and any other articles and appurtenances thereof, under the name of "The Canadian Paper & Twine Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1942.

L. DÉSILETS,

818-o

Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec.—District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-ALEXIS-DE-LA-GRANDE-BAIE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 7 avril 1942, a ordonné au sous-signé, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec.—District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-ALEXIS-DE-LA-GRANDE-BAIE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 7th April, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q.,

Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation du village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil du village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, le CINQ MAI, 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées devenues exigibles avant le 1er décembre 1941, auront été payés avant le moment de la vente.

1.—Mme Vve Joseph Guy: Partie du lot numéro 48, mesurant 90 pieds de front sur 137 pieds de profondeur; borné en front au chemin public; en arrière, à la profondeur de 137 pieds, joignant au sud-ouest à Benjamin Simard ou représentants, au nord-est à Frédeguine Simard ou représentants.

2.—Dame Anna Tremblay: Partie du lot numéro 77 compris dans les limites suivantes: en front, au nord, à la rue Victoria, en arrière, au sud, à la profondeur dudit lot; d'un côté, à l'ouest, au terrain d'Edmond Savard et de l'autre côté, à l'est, au terrain d'Henri Belley ou représentants, sujet aux droits de passage à pied ou en voiture en faveur des représentants d'Henri Belley, et tel que créés dans la vente faite et consentie en faveur d'Henri Belley, passée devant A. P. Dufour, notaire à Bagotville, le 23 juin 1932, N° 6342 des minutes, enregistrée à Chicoutimi le même jour, sous le N° 37682.

3.—Ernest Grenon: La partie sud-ouest du lot numéro 65-11, compris dans les bornes suivantes: en front, au nord-ouest, au chemin public, du côté sud-ouest, au chemin du cimetière, en arrière, aux représentants de Johnny Simard; du côté sud-est, au terrain de Johnny Gagnon ou représentants.

4.—Joseph Racine: Le lot numéro 94-236.

5.—Johnny Tremblay:

(a) Les lots numéros 93-61, 93-62 et 94-241.

(b) Partie du lot numéro 93 comprise dans les limites suivantes: en front, vers l'ouest, au chemin public; d'un côté, vers le nord, au terrain de Delphis Tremblay ou représentants; en arrière, vers l'est, au terrain de la Cie du Chemin de Fer Roberval Saguenay; de l'autre côté, vers le nord, au terrain de Adélarde Lavoie ou représentants.

(c) Partie du lot numéro 93 comprise dans les limites suivantes: en front, vers l'ouest, au chemin public, d'un côté, vers le nord, au terrain de Théode Tremblay ou représentants; en arrière, vers l'est, au terrain de la Cie du Chemin de Fer Roberval Saguenay, et de l'autre côté au terrain de Napoléon Brassard ou représentants.

Les parties de lots désignées sous les numéros d'ordre 1 et 2 sont du cadastre du village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie.

Les lots et parties de lots désignés sous les numéros d'ordre 3 à 5 inclusivement sont du cadastre de la paroisse de Grande-Baie, canton Bagot.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans les descriptions.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Alexis-de-la-Grande-Baie, ce 2 avril 1942.

Le secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS BERGERON.

VILLE DE BLACK LAKE

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 14 avril 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales et scolaires dues à la corporation de la ville de Black Lake

1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the corporation of the Village of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, with interest and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the Council Hall of the Village of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, on the FIFTH of MAY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale the immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes falling due before the 1st of December, 1941, shall have been paid before the sale.

1.—Mrs. Wid. Joseph Guy: A part of lot No. 48, measuring 90 feet in front by 137 feet in depth; bounded in front by the public road; in rear, by the depth of 137 feet, adjoining on the South-West Benjamin Simard or representatives, on the North-East Frédeguine Simard or representatives.

2.—Dame Anna Tremblay: Part of lot No. 77, comprised within the following limits: in front, on the North, by Victoria Street, in rear, on the South, by the depth of the said lot; on one side, to the West, by the land of Edmond Savard and on the other side, to the East, by the land of Henri Belley or representatives, subject to rights of way on foot and with vehicle in favour of the representatives of Henri Belley, and as created in a sale made to and consented in favour of Henri Belley, passed before A. P. Dufour, Notary, at Bagotville, the 23rd June, 1932, No. 6342 of his Minutes, registered at Chicoutimi the same day under No. 37682.

3.—Ernest Grenon: The South-West part of lot No. 65-11, comprised within the following boundaries: in front, on the North-West, by the public road, on the South-West side, by the cemetery road, in rear, by the representatives of Johnny Simard; on the South-East side, by the land of Johnny Gagnon or representatives.

4.—Joseph Racine: Lot No. 94-236.

5.—Johnny Tremblay:

(a) Lots Nos. 93-61, 93-62 and 94-241.

(b) Part of lot No. 93 comprised within the following boundaries: in front, towards the West, by the public road, on one side, towards the North, by the land of Delphis Tremblay or representatives; in rear, towards the East, by the land of the Roberval Saguenay Railway Company; on the other side, towards the North, by the land of Adélarde Lavoie or representatives.

(c) Part of lot No. 93, comprised within the following boundaries: in front, towards the West, by the public road, on one side, towards the North, by the land of Théode Tremblay or representatives; in rear, towards the East, by the land of the Roberval Saguenay Railway Company, and on the other side, by the land of Napoléon Brassard or representatives.

The parts of lots designated numerically 1 and 2 are of the cadastre of the Village of St. Alexis de la Grande-Baie.

The lots and parts of lots designated numerically 3 to 5 inclusively are of the cadastre of the parish of Grande-Baie, Township Bagot.

All the said immovables shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, unless otherwise stipulated in the descriptions.

The adjudication price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The sale shall moreover be subject to right of withdrawal and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Alexis-de-la-Grande-Baie, this 2nd April, 1942.

FRANÇOIS BERGERON,
Secretary-Treasurer.

TOWN OF BLACK LAKE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 14th April, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of municipal and school taxes due the corporation of the Town of Black Lake and the School Commissioners for the munic-

et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Black Lake, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'Hôtel de Ville de Black Lake, MARDI le 12 MAI 1942 à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales et scolaires consolidées, de même que toutes les taxes municipales non consolidées imposées et devenues exigibles avant le 1er décembre 1941 et toutes les taxes scolaires non consolidées imposées et devenues exigibles avant le 1er août 1941 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

Immeubles sujets au droit de retrait

Noms et subdivisions:

1.—Bellavance, Vve Hubert.....	1
2.—Cloutier, Philippe.....	½ 32, S.-O.
3.—Doyon, Odilon.....	50
4.—Chabot, A.-H.....	52
5.—O'Brien, Albert.....	13
6.—O'Brien, Albert.....	14
7.—Gouin, Théodore.....	60
8.—Roy, J.-P.....	282
9.—Angers, Philéas.....	½ 77, N.-E.
10.—Cloutier, Philippe.....	96
11.—Cloutier, Napoléon.....	130
12.—Charpentier, Elphège.....	172
13.—Charland, Théodore.....	173
14.—Dubois, Albini.....	153
15.—Gouin, Léo.....	134
16.—Godbout, Herménégilde.....	169
17.—Houle, Jos. E.....	250
18.—Harton, Charles.....	½ 284, N.-O.
19.—Lacasse, Ludger.....	131
20.—Lacasse, Ludger.....	136
21.—Métivier, Albert.....	135
22.—Perreault, Vve Achille.....	177
23.—Vaillancourt, Donat.....	175
24.—Chabot, A.-H.....	156
25.—Chabot, A.-H.....	182
26.—Cryans, Frank.....	189
27.—Ouellet, Gédéon.....	188
28.—Turgeon, Arthur.....	½ 79, S.-O.
29.—Blodeau, Dme J.-E.....	246

Les subdivisions des numéros d'ordre 1 à 29 inclusivement sont toutes du cadastre N° 322 du canton d'Irlande.

30.—Ainsley, Philéas.....	243
31.—Boucher, Théode.....	197
32.—Breton, William.....	227
33.—Chrétien, Raoul.....	13
34.—Dussault, Succ. France.....	39
35.—Gagnon, Alfred.....	52
36.—Lagueux, Succ. Hormisdas.....	249
37.—Bernier, Willy.....	60
38.—Bernier, Willy.....	75
39.—Grégoire, Alfred.....	246

Les subdivisions des numéros d'ordre 30 à 39 sont toutes du cadastre N° 324 du Canton d'Irlande.

40.—Lacroix, Georges, subd. 11, cad. 325, canton d'Irlande.

Les immeubles désignés aux numéros d'ordre 1 à 40 inclusivement sont tous avec bâtisses.

41.—Grégoire, Alfred.....	300
42.—Grégoire, Alfred.....	299
43.—Grégoire, Alfred.....	298
44.—Grégoire, Alfred.....	297
45.—Grégoire, Alfred.....	296
46.—Grégoire, Alfred.....	295
47.—Grégoire, Alfred.....	294
48.—Grégoire, Alfred.....	293
49.—Grégoire, Alfred.....	292
50.—Grégoire, Alfred.....	291

Partie du lot 324 non subdivisé, situé entre le chemin cadastré N° 308 dudit lot 324 et la rivière Thetford, et

ipality of the Town of Black Lake, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of Black Lake, TUESDAY the TWELFTH of MAY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale the immovables whereon all payments of consolidated municipal taxes and school taxes, likewise all non-consolidated municipal taxes levied and due before the 1st of December, 1941 and all non-consolidated school taxes levied and due before the 1st of August, 1941, shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of withdrawal.

That of the immovables described in the second section shall be final and without right of withdrawal, pursuant to the provisions of article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

FIRST SECTION

Immovables subject to right of withdrawal

Names and subdivisions:

1.—Bellavance, Wid. Hubert.....	1
2.—Cloutier, Philippe.....	S.W. ½ 32
3.—Doyon, Odilon.....	50
4.—Chabot, A.-H.....	52
5.—O'Brien, Albert.....	13
6.—O'Brien, Albert.....	14
7.—Gouin, Théodore.....	60
8.—Roy, J.-P.....	282
9.—Angers, Philéas.....	N. E. ½ 77
10.—Cloutier, Philippe.....	96
11.—Cloutier, Napoléon.....	130
12.—Charpentier, Elphège.....	172
13.—Charland, Théodore.....	173
14.—Dubois, Albini.....	153
15.—Gouin, Léo.....	134
16.—Godbout, Herménégilde.....	169
17.—Houle, Jos. E.....	250
18.—Harton, Charles.....	N. W. ½ 284
19.—Lacasse, Ludger.....	131
20.—Lacasse, Ludger.....	136
21.—Métivier, Albert.....	135
22.—Perreault, Wid. Achille.....	177
23.—Vaillancourt, Donat.....	175
24.—Chabot, A.-H.....	156
25.—Chabot, A.-H.....	182
26.—Cryans, Frank.....	189
27.—Ouellet, Gédéon.....	188
28.—Turgeon, Arthur.....	S. W. ½ 79.
29.—Blodeau, Dame J. E.....	246

Subdivisions of numerical order 1 to 29 inclusively are all of the cadastre No. 322 of the Township of Ireland.

30.—Ainsley, Philéas.....	243
31.—Boucher, Théode.....	197
32.—Breton, William.....	227
33.—Chrétien, Raoul.....	13
34.—Dussault, Est. France.....	39
35.—Gagnon, Alfred.....	52
36.—Lagueux, Est. Hormisdas.....	249
37.—Bernier, Willy.....	60
38.—Bernier, Willy.....	75
39.—Grégoire, Alfred.....	246

The subdivisions of numerical order 30 to 39 are all of the cadastre No. 324 of the Township Ireland.

40.—Lacroix, Georges, Subd., 11, Cad. 325, Township Ireland.

The immovables designated numerically from 1 to 40 inclusively are all with buildings.

41.—Grégoire, Alfred.....	300
42.—Grégoire, Alfred.....	299
43.—Grégoire, Alfred.....	298
44.—Grégoire, Alfred.....	297
45.—Grégoire, Alfred.....	296
46.—Grégoire, Alfred.....	295
47.—Grégoire, Alfred.....	294
48.—Grégoire, Alfred.....	293
49.—Grégoire, Alfred.....	292
50.—Grégoire, Alfred.....	291

Part of lot 324 unsubdivided, situate between the road, cadastral No. 308, of said lot 324 and the Thetford

de plus, les droits d'occupation que le propriétaire peut avoir sur la rue réservée, connue et désignée comme étant la subdivision N° 308 dudit lot 324, dudit cadastre du Canton d'Irlande, et de plus, tous les droits qu'il a sur les lots 302 et 303 de la subdivision du lot cadastral 324.

51.—Bernier, Willy	73
52.—Bernier, Willy	74
53.—Bernier, Willy	297A
54.—Bernier, Willy	298A
55.—Bernier, Willy	299A
56.—Bernier, Willy	300A
57.—Bernier, Willy	314
58.—Bernier, Willy	301A
59.—Bernier, Willy	302A
60.—Bernier, Willy	303A

Les lots désignés aux numéros d'ordre 41 à 60 inclusivement sont des lots en culture, sans bâtisses et sont tous du cadastre N° 324 du Canton d'Irlande.

DEUXIÈME SECTION

Immeubles non sujets au droit de retrait.

Suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, l'adjudication des immeubles ci-dessous désignés est définitive et le retrait ne peut être exercé, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

1.—Roy, J. P.	99
2.—Roy, J. P.	202
3.—Roy, J. P.	183
4.—Roy, J. P.	220
5.—Roy, J. P.	221
6.—Gagné, Dame Jos. A.	108
7.—Laroche, Emilien	1/2 151 S.-O.
8.—Ouellet, Gédéon	187
9.—O'Brien, Albert	226
10.—O'Brien, Albert	227
11.—Houle, Jos.-E.	251
12.—Bilodeau, Dme J. E.	245
13.—Bilodeau, Dme J. E.	60

Les subdivisions ci-dessus désignées sont toutes du cadastre N° 322 du Canton d'Irlande.

14.—Ainsley, Philéas	143
15.—Ainsley, Philéas	144
16.—Ainsley, Philéas	146
17.—Ainsley, Philéas	147
18.—Ainsley, Philéas	148
19.—Ainsley, Philéas	244
20.—Ainsley, Philéas	245
21.—Boucher, Théode	196
22.—Boucher, Théode	198
23.—Cloutier, Philippe	295A
24.—Chrétien, Raoul	12
25.—Chrétien, Raoul	46
26.—Côté, Louis	71
27.—Côté, Louis	72
28.—Daigle, Léo-Paul	77
29.—Daigle, Léo-Paul	78
30.—Daigle, Léo-Paul	79
31.—Daigle, Léo-Paul	80
32.—Bernier, Willy	81
33.—Bernier, Willy	82
34.—Bernier, Willy	83
35.—Grégoire, Alfred	225
36.—Grégoire, Alfred	226
37.—Grégoire, Alfred	242
38.—Bernier, Willy	

La subdivision N° 51-324, à l'exception d'une partie située au coin nord de ladite subdivision, 50 pieds de front sur la rue qui porte le numéro 324-84 et 100 pieds de profondeur le long de la rue qui porte le numéro 324-50, laquelle partie a été louée à Théophile Chrétien par le bail emphytéotique enregistré à Inverness, sous le N° 46275.

Les subdivisions des numéros d'ordre 14 à 38 inclusivement sont toutes du cadastre N° 324 du Canton d'Irlande.

39.—Bernier, Willy	38
40.—Bernier, Willy	39
41.—Bernier, Willy	34
42.—Champagne, Honoré	Partie

Un morceau de terrain de 134 pieds de front par 200 pieds de profondeur, faisant partie du lot 325, borné en front par le chemin de St-Ferdinand, au nord-ouest par Philippe Dubois, au nord-est par Narcisse Boulanger et au sud-est par J.-Louis Malenfant.

43.—Gagné, Alfred	Partie
-------------------	--------

Un terrain de 75 pieds de front par 200 pieds de profondeur, borné en front par le chemin de St-Ferdinand, au sud par Henri Daigle ou représentants, en profondeur au terrain de Théodore Gagnon ou représentants, au nord-ouest par Elzéar Simoneau, avec dépendances.

River, and moreover, the rights of occupation which the owner may have on the reserved street, known and designated as being subdivision No. 308 of said lot 324, of said cadastre of the Township Ireland, and moreover, all the rights which he has on lots 302 and 303 of the subdivision of cadastral lot 324.

51.—Bernier, Willy	73
52.—Bernier, Willy	74
53.—Bernier, Willy	297A
54.—Bernier, Willy	298A
55.—Bernier, Willy	299A
56.—Bernier, Willy	300A
57.—Bernier, Willy	314
58.—Bernier, Willy	301A
59.—Bernier, Willy	302A
60.—Bernier, Willy	303A

The lots designated numerically 41 to 60 inclusively are farm lands without buildings and all of the cadastre No. 324 of the Township Ireland.

SECOND SECTION

Immovables not subject to right of withdrawal.

Pursuant to the provisions of article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the adjudication of the above described immoveables is final and withdrawal cannot be exercised, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

1.—Roy, J. P.	99
2.—Roy, J. P.	202
3.—Roy, J. P.	183
4.—Roy, J. P.	220
5.—Roy, J. P.	221
6.—Gagné, Dame Jos. A.	108
7.—Laroche, Emilien	S. W. 1/2 151
8.—Ouellet, Gédéon	187
9.—O'Brien, Albert	226
10.—O'Brien, Albert	227
11.—Houle, Jos. E.	251
12.—Bilodeau, Dame J. E.	245
13.—Bilodeau, Dame J. E.	60

The above described subdivisions are all of cadastre No. 322 of the Township Ireland.

14.—Ainsley, Philéas	143
15.—Ainsley, Philéas	144
16.—Ainsley, Philéas	146
17.—Ainsley, Philéas	147
18.—Ainsley, Philéas	148
19.—Ainsley, Philéas	244
20.—Ainsley, Philéas	245
21.—Boucher, Théode	196
22.—Boucher, Théode	198
23.—Cloutier, Philippe	295A
24.—Chrétien, Raoul	12
25.—Chrétien, Raoul	46
26.—Côté, Louis	71
27.—Côté, Louis	72
28.—Daigle, Léo-Paul	77
29.—Daigle, Léo-Paul	78
30.—Daigle, Léo-Paul	79
31.—Daigle, Léo-Paul	80
32.—Bernier, Willy	81
33.—Bernier, Willy	82
34.—Bernier, Willy	83
35.—Grégoire, Alfred	225
36.—Grégoire, Alfred	226
37.—Grégoire, Alfred	242
38.—Bernier, Willy	

Subdivision No. 51-324, with the exception of a part situate at the North corner of the said subdivision, 50 feet in front on the street bearing No. 324-84 and 100 feet in depth along the street bearing No. 324-50, the said part was leased to Théophile Chrétien on emphyteutic lease registered at Inverness, under No. 46275.

The subdivisions numerically from 14 to 38 inclusively are all of the cadastre No. 324 of the Township Ireland.

39.—Bernier, Willy	38
40.—Bernier, Willy	39
41.—Bernier, Willy	34
42.—Champagne, Honoré	Part

A parcel of land of 134 feet in front by 200 feet in depth, forming a part of lot 325, bounded in front by the St. Ferdinand Road, on the North-West by Philippe Dubois, on the North-East by Narcisse Boulanger and on the South-East by J. Louis Malenfant.

43.—Gagné, Alfred	Part
-------------------	------

A lot of land 75 feet in front by 200 feet in depth, bounded in front by the St. Ferdinand Road, on the South by Henri Daigle, or representatives, in depth by the land of Théodore Gagnon or representatives, on the North-West by Elzéar Simoneau — with dependencies.

44.—Georges Lacroix, Subdivision 11.

Les subdivisions désignées aux numéros d'ordre de 39 à 44 inclusivement sont toutes du cadastre N° 325 du Canton d'Irlande.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Le présent avis annule et remplace celui publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 11 avril 1942.

Donné à Black Lake, ce 14ème jour d'avril 1942.

Le secrétaire-trésorier,
829-16-2-o (Signé) J. O. LAPLANTE.

44.—Georges Lacroix, Subdivision 11.

The subdivisions designated numerically from 39 to 44 inclusively are all of the cadastre No. 325 of the Township Ireland.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The present notice annuls and replaces the one published in the *Quebec Official Gazette* of the 11th of April, 1942.

Given at Black Lake, this 14th day of April, 1942.

(Signed) J. O. LAPLANTE,
829-16-2 Secretary-Treasurer.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 4625. Dame Thérèse Phénix, épouse de Adrien Beauregard, journalier domiciliée à St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Adrien Beauregard, de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 24ième jour de mars 1942.

St-Hyacinthe, 9 avril 1942.

Le procureur de la demanderesse,
831-o GUY MORIN.

Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure. N° 1079. Hortense Larivière, de St-Armand, épouse de Marc Noisieux, boucher des mêmes lieux, district de Bedford, demanderesse; vs Marc Noisieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 7 avril 1942.

Sweetsburg, le 7 avril, 1942.

Le procureur de la demanderesse,
833-o MAURICE-J. DEMERS.

Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure. N° 209,088. Dame Grazia Saro, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Antonio Mandala, aussi des mêmes lieux, demanderesse; vs Antonio Mandala, cordonnier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8ième jour d'avril 1942.

Montréal, le 10 avril 1942.

Le procureur de la demanderesse,
834-o D. di FRANCESCO.

Assemblée

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Assemblée générale annuelle

Avis est par les présentes donné que, conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Montreal Tramways Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie, Édifice des Tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, P. Q., à midi, jeudi, le 23e jour d'avril 1942.

Cette assemblée sera tenue pour la réception du rapport annuel, l'élection des directeurs, et

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of St. Hyacinthe, No. 4625, Superior Court. Dame Thérèse Phénix, wife of Adrien Beauregard, workman, domiciled at St. Hyacinthe, district of St. Hyacinthe, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Adrien Beauregard of the Town of St. Hyacinthe, district of St. Hyacinthe, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case the 24th day of the month of March, 1942.

St. Hyacinthe, April 9, 1942.

GUY MORIN,
831-o Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court. No. 1079. Hortense Larivière, of St-Armand, wife of Marc Noisieux, butcher of St-Armand, district of Bedford, plaintiff; vs Marc Noisieux, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case April 7, 1942.

Sweetsburg, April 7, 1942.

MAURICE J. DEMERS,
833-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. No. 209,088. Dame Grazia Saro, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Antonio Mandala, of the same place, plaintiff; vs Antonio Mandala, shoemaker, of the city and district of Montreal.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 8th day of April 1942.

Montreal, April 10th, 1942.

D. di FRANCESCO,
834-o Attorney for plaintiff.

Meeting

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual General Meeting of the Shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the Company's Offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, P. Q., at 12 o'clock noon, on Thursday, the 23rd of April, 1942. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transac-

la transaction de toute autre affaire qui pourrait être légalement soumise à ladite assemblée.

Les registres de transfert seront fermés à compter du 3e jour d'avril 1942 au 22e jour d'avril 1942, les deux dates inclusivement.

Montréal, le 29 janvier 1942.

Par ordre du Bureau de Direction.

322-6-3

Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBÉE.

tion of such other business as may legally come before said meeting.

The Transfer Books will be closed from the 3rd day of April, 1942, to the 22nd day of April, 1942, both days inclusive.

Montreal, January 29th, 1942.

By order of the Board,

322-6-3-o

PATRICK DUBÉE,
Secretary-Treasurer.

Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la Norwich Union Life Insurance Society ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Norwich, Angleterre, a obtenu le permis et l'enregistrement prévus par la Loi des assurances (chap. 299 S.R. 1941) pour l'autoriser à faire dans les limites de la Province des affaires d'assurance sur la vie.

L'agent principal et procureur pour la compagnie dans la Province est monsieur Victor Mongeon, Edifice Insurance Exchange, chambre 820, 276 St-Jacques ouest, Montréal.

En vertu des dispositions de l'article 94 de la Loi des assurances de Québec, tel qu'amendé par la loi 22 Geo. V, chap. 88 section 1 (a), la compagnie est exemptée de faire un dépôt chez le Trésorier de la Province.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances, ce neuvième jour d'avril 1942.

Le surintendant des assurances,
GEORGES LAFRANCE,
794-15-2-o Pour le Trésorier de la Province.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Eugène de Grantham" dans le comté de Drummond, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce seizième jour d'avril 1942.

Le surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
843-16-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Avis divers

La formation d'un syndicat professionnel, sous le nom de "Syndicat des Employés de la Megantic Manufacturing Co.", pour l'étude, la défense et le

Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the Norwich Union Life Insurance Society having its Head-Office in the city of Norwich, England, has been licensed and registered in virtue of the Quebec Insurance Act (chap. 299 R.S. 1941) for the transaction of life insurance within the limits of the Province.

The chief agent and attorney for the Province is Mr. Victor Mongeon, Insurance Exchange Building, Room 820, 276 St. James West, Montreal.

In virtue of the provisions of Section 94 of the Quebec Insurance Act, as amended by Act 22 Geo. V, chap. 88, chap. 1 (a) the Company has been exempted from the obligation of making a deposit with the Treasurer of the Province.

Given pursuant to the Section 121 of the Quebec Insurance Act, this ninth day of April 1942.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
794-15-2-o For the Treasurer of the Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Eugène de Grantham" in the county of Drummond has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this sixteenth day of April 1942.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
843-16-2-o For the Treasurer of the Province.

Miscellaneous Notices

The formation of a professional association under the name of "Syndicat des Employés de la Megantic Manufacturing Co.", for the study,

développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 avril 1942.

Le siège social du syndicat sera en la ville de Mégantic, dans le district de Saint-François, P.Q.

Le sous-secrétaire de la Province,
827-o JEAN BRUCHESI.

ST. JOHNS INDUSTRIES COMPANY LIMITED

Attendu que dans l'intérêt de la compagnie, il est devenu nécessaire et opportun d'augmenter le nombre des directeurs en le portant de trois à quatre;

Sur proposition de M. Edouard C. Ménard, secondé par M. J.-Armand Ménard, est unanimement adopté le règlement suivant:

Que le nombre des directeurs soit porté de trois à quatre.

Le secrétaire,
819-o J.-ARMAND MÉNARD.

defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the 2nd of April, 1942.

The principal place of business of the association shall be in the town of Megantic, in the district of Saint-François, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
827 Under Secretary of the Province.

ST. JOHNS INDUSTRIES COMPANY LIMITED

Whereas in the interest of the company it has become necessary and expedient to increase the number of directors from three to four.

Upon motion of Mr. Edouard C. Ménard, seconded by Mr. J. Armand Ménard, the following by-law was unanimously adopted:

That the number of directors be increased from three to four.

J. ARMAND MÉNARD,
819 Secretary.

Bureaux-Chef

ASSOCIATION NOTRE-DAME DES NEIGES

Avis est par les présentes donné que la Corporation "Association Notre-Dame des Neiges", constituée en Corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 1er décembre 1941, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 5366 chemin de la Côte-des-Neiges, en la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce seizième jour de mars mil neuf cent quarante-deux (1942).

ASSOCIATION NOTRE-DAME DES NEIGES,
Le président,
820-o G. SANCHE, Ptre.

Avis est donné que la Compagnie d'Aqueduc de Carleton-sur-Mer Limitée, constituée en corporation par charte provinciale en date du 18 mars 1929 et ayant son bureau principal à 54, Avenue Laurier, Québec, a transporté ce bureau principal au N° 107 Ste-Anne, Québec, et qu'à compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 7 avril 1942.

[Seal]
Le secrétaire de la Compagnie d'Aqueduc
de Carleton-sur-Mer Limitée,
821-o JEAN-CHARLES PICHER.

Avis est par les présentes donné que "National Laboratories Limited" constituée en corporation par lettres patentes le 26 août, 1941, et ayant son siège social à Montréal a établi son bureau au N° 1215 rue St-Denis.

A compter de la date de cet avis cet endroit sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 4ième jour d'avril, 1942.
Le secrétaire-trésorier,
822-o L.-H. MOISSAN.

Chief-Offices

ASSOCIATION NOTRE-DAME DES NEIGES

Notice is hereby given that "Association Notre-Dame des Neiges", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec under the third part of the Quebec Companies' Act, on the first day of December 1941, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 5366 Côte-des-Neiges Road, in the City of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the said Corporation as being its head office.

Given at Montreal, this sixteenth day of March one thousand nine hundred and forty-two (1942).

ASSOCIATION NOTRE-DAME DES NEIGES,
G. SANCHE, Ptre,
820-o President.

Notice is hereby given that the "Compagnie d'Aqueduc de Carleton-sur-Mer Limitée", incorporated by Provincial charter bearing date the 18th of March, 1929, and having its head office at 54 Laurier Avenue, Quebec, has moved its head office to No. 107 Ste-Anne street, Quebec, and that from and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 7th April, 1942.

[Seal]
JEAN CHARLES PICHER,
Secretary of the "Compagnie d'Aqueduc
de Carleton-sur-Mer Limitée".
821

Notice is hereby given that "National Laboratories Limited" incorporated by Letters Patent on the 26th day of August, 1941, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 1215, St. Denis Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company."

Dated at Montreal, this 4th day of April, 1942.
L. H. MOISSAN,
822-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné que la compagnie Murray Bay Pulp & Paper Co. Ltd, constituée en corporation en date du 12ème jour de février 1942 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 51 de la rue Desjardins.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 10ème jour d'avril 1942. (Seau)

838-o Le secrétaire,
A. ÉMILE BEAUVAIS, C.A.

Notice is hereby given that the Murray Bay Pulp & Paper Co. Ltd, incorporated by letters-patent, on the 12th day of February 1942, and having its head-office in the City of Quebec, has established its office at No. 51 Garden Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head-office of the Company.

Dated at Quebec, this 10th day of April 1942. (Seal)

838-o A. ÉMILE BEAUVAIS, C.A.,
Secretary.

Chartes—Abandon de

ATWATER COURT LIMITED

Atwater Court Limited, incorporée par lettres patentes le 13ième jour de décembre, 1939, donne par les présentes avis qu'elle fera application pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous la section 25 de la Loi des Compagnies de Québec, après l'expiration des délais légaux de la publication du présent avis.

Montréal, le 8 avril 1942.

823-o Le secrétaire suppléant,
ROBERT J. FORSTER.

CHEQUERS COURT LIMITED

Chequers Court Limited, incorporée par lettres patentes le 13ième jour de décembre, 1939, donne par les présentes avis qu'elle fera application pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous la section 25 de la Loi des Compagnies de Québec, après l'expiration des délais légaux de la publication du présent avis.

Montréal, le 8 avril 1942.

824-o Le secrétaire suppléant,
ROBERT J. FORSTER.

ST. ANDREWS FUR FARMS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie susdite demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 8 avril 1942.

825 (Signé) Le secrétaire,
DAVID J. CORRIGALL.

FILATURE PROVINCIALE LTÉE

AVIS

La Compagnie "Filature Provinciale Ltée" donne par les présentes avis public que, conformément à la Loi des Compagnies de Québec, elle demandera la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 14 avril 1942.

828-o Le secrétaire,
J.-B. HOUDE.

Avis est par les présentes donné que la "Viewmount Realty Corporation", corps constitué sous l'empire de la Loi des Compagnies de Québec par lettres patentes en date du dix-huitième jour de février, mil neuf cent trente-six, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil la permission d'abandonner sa charte.

Fait à Montréal, ce quatorzième jour d'avril, mil neuf cent quarante-deux.

832-o Les procureurs de la compagnie,
BRAIS & CAMPBELL.

Charters—Surrender of

ATWATER COURT LIMITED

Atwater Court Limited, incorporated by Letters Patent on the 13th of December, 1939, hereby gives notice that it will make application for leave to surrender its Charter under Section 25 of The Quebec Companies' Act upon the expiry of the legal delays from the publication of the present notice.

Montreal, April 8th, 1942.

823-o ROBERT J. FORSTER,
Acting Secretary.

CHEQUERS COURT LIMITED

Chequers Court Limited incorporated by Letters Patent on the 13th of December, 1939, hereby gives Notice that it will make application for leave to surrender its Charter under Section 25 of The Quebec Companies' Act upon the expiry of the legal delays from the publication of the present notice.

Montreal, April 8th, 1942.

824-o ROBERT J. FORSTER,
Acting Secretary.

ST. ANDREWS FUR FARMS LIMITED

Notice is hereby given that the above Company will make application for leave to surrender its Charter.

Montreal, April 8th, 1942

825-o (Signed) DAVID J. CORRIGALL,
Secretary.

FILATURE PROVINCIALE LTÉE

NOTICE

"Filature Provinciale Ltée" hereby gives public notice that, in conformity with the Quebec Companies' Act, it will apply for the surrender of its charter.

Dated at Quebec, this 14th April, 1942.

828-o J. B. HOUDE,
Secretary.

Notice is hereby given that Viewmount Realty Corporation, a company incorporated under the Quebec Companies' Act by letters patent dated the eighteenth day of February, one thousand nine hundred and thirty-six, will make application to the Lieutenant-Governor in Council for the surrender of its charter.

Dated at Montreal, this fourteenth day of April, one thousand nine hundred and forty-two.

832-o BRAIS & CAMPBELL,
Attorneys for the Company.

Commission de l'Industrie Laitière

Dairy Industry Commission

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° C-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 18 février 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Attendu qu'il y a lieu de réglementer la vente de la crème,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Dans la présente ordonnance: a) le mot "magasins" signifie toute maison de commerce qui achète de la crème pour la revendre; b) le mot "gros" signifie toute maison de commerce qui achète de la crème pour son propre usage.

2. La vente de la crème au détail et aux magasins ne pourra se faire qu'en bouteilles d'un demiard, et celle au gros ne pourra l'être qu'en bouteilles d'une pinte ou en bidons.

3. Le pourcentage de gras devra être imprimé sur la capsule.

4. Que la crème soit homogénéisée ou non, il n'y aura que deux séries de pourcentage de gras: a) l'une ne devant pas contenir moins de 10% ni plus de 15% de gras, b) l'autre ne devant pas contenir moins de 30% ni plus de 35% de gras.

5. La présente ordonnance ne s'applique qu'à la région de Montréal, telle que délimitée par l'ordonnance 1-H-40, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, numéro du 2 novembre 1940.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie laitière.

Québec, le 10 avril, 1942. 842-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF
QUEBEC

Order No. C-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, February 18th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Whereas it becomes necessary to regulate the sale of cream,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. In the present order: a) the word "store" means any business establishment who buys cream with the object of reselling it, b) the word "wholesale" means any business establishment who buys cream for its own consumption.

2. The sale of cream in retail and to store is authorized when made in pint and in half pint bottles only and the sale in wholesale is authorized in quart bottles only or in bulk.

3. The basis of fat must be printed on the cap.

4. Homogenized or not, there will be only two grades of cream: a) the first one being not less than 10% and not more than 15% of fat, b) the second grade being not less than 30% and not more than 35% of fat.

5. The present order applies only to the region of Montreal, as described by the order No. 1-H-40, published in the *Quebec Official Gazette* dated November 2, 1940.

The present order will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, April 10th, 1942. 842-o

Demandes à la législature

Applications to Legislature

CITÉ DE QUÉBEC

CITY OF QUEBEC

Avis public est par les présentes donné, en addition à ceux déjà publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, N° 4, Vol. 74, page 446 le 24 janvier 1942; N° 6, Vol. 74, page 668 le 7 février 1942 et N° 11, Vol. 74, page 1162 le 14 mars 1942, que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette Province, à sa présente session, pour demander certains amendements à ses actes d'incorporation et notamment: Pour demander que le mode de distribution de la taxe de vente soit changé, cette distribution devant se faire, à l'avenir, au prorata

Public notice is hereby given, in addition to those already published in the *Quebec Official Gazette*, No. 4, Vol. 74, page 446 of the 24th January, 1942; No. 6, Vol. 74, page 668 of the 7th February, 1942 and No. 11, Vol. 74, page 1162 of the 14th March, 1942, that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its present session, for certain amendments to its acts of incorporation and principally: To ask that the mode of distribution of the sales' tax be changed, this distribution to be made,

de la perception effectuée dans chaque municipalité comprise dans les limites territoriales établies à l'art. 3 du chap. 74 de 4 Geo. VI; et tous autres amendements concernant la bonne administration de la cité.

Québec, 21 mars, 1942.

Les procureurs de la cité de Québec,
BENOIT PELLETIER & ERNEST GODBOUT.
690—13-4-o

Avis est par les présentes donné que la Ville de Saint-Joseph d'Alma s'adressera à la Législature de Québec, lors de la présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi spéciale aux fins suivantes: "imposer et prélever une taxe spéciale dite "taxe de vente", dans les limites de la Ville de Saint-Joseph d'Alma, et de la Paroisse de Saint-Joseph d'Alma (amendement); et autres fins.

Saint-Joseph d'Alma, 25 mars 1942.

Le procureur de la Requérente,
J.-V. TREMBLAY, avocat.
708-13-4-o

Avis public vous est par les présentes donné que la Ville de Rouyn a l'intention de s'adresser à la présente session de la Législature de la Province de Québec pour obtenir de faire ratifier une entente avec les compagnies Senator Rouyn Limited et Stadacona Mines Limited par laquelle ces compagnies paieront un octroi à la Ville au montant de \$3.33 par année par tonne moyenne de la production quotidienne, pour une période de 5 ans, à compter du 1er janvier 1942;

Pour obtenir de faire élire trois échevins chaque année;

Pour obtenir le droit d'imposer une taxe d'affaire basée sur un pourcentage du loyer et d'accorder une réduction de la taxe d'affaire jusqu'à concurrence de 50% aux contribuables résidant dans une certaine partie de son territoire;

Pour obtenir le droit de contrôler les licences pour les chauffeurs de taxis dans ses limites;

Pour obtenir le droit d'accorder un escompte jusqu'à concurrence de 5% du montant de taxes municipales aux contribuables dans certaines conditions;

Pour obtenir le droit d'imposer une taxe aux distributeurs automatiques autorisés par la Loi Fédérale;

Pour obtenir le droit d'accorder des franchises pour certains services publics;

Qu'elle a besoin d'obtenir le droit d'imposer une taxe sur les bicyclettes dans ses limites.

Donné sous mon seing à Rouyn, ce 31ième jour de mars 1942.

Le secrétaire-trésorier,
ALEX LECLERC, C.P.A.
766-15-2-o

Département de l'Instruction publique

N° 1175-41

Québec, le 9 avril 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Etienne-de-Chelsea, dans le comté de Gatineau, les lots 19 à 28 inclusivement du rang VII du canton de Hull-Sud et de les annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire du canton de Hull.

808-15-2-o

N° 66-42

Québec, le 8 avril 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Pointe-aux-Trembles, comté

in future, in proportion to the amount collected in each municipality comprised within the territorial limits established in Art. 3 of Chap. 74 of 4 Geo. VI; and all other amendments concerning the good management of the City.

Québec, March 21, 1942.

BENOIT PELLETIER & ERNEST GODBOUT,
Attorneys for City of Québec.
690—13-4

Notice is hereby given that the Town of Saint-Joseph d'Alma will apply to the Legislature of Québec, at its present session, for the passing of a Special Act, for the following purposes: to levy and impose a special tax known as "sales' tax", within the limits of the Town of Saint-Joseph d'Alma, and the Parish of Saint-Joseph d'Alma (amendment); and for other purposes.

Saint-Joseph d'Alma, 25th March, 1942.

J. V. TREMBLAY, advocate,
Attorney for Petitioner.
708-13-4

Public notice is hereby given that the Town of Rouyn will apply to the Legislature of The Province of Québec, at its present session, in order to obtain the ratification of an agreement between the Companies Senator Rouyn Limited and Stadacona Mines Limited, by which these Companies will pay a grant to the Town of \$3.33 per annum for each ton of the average daily production for a period of five years from January 1st, 1942;

To obtain the right of electing three aldermen each year;

To obtain the right to base the business tax, upon a percentage of the appraised value of the rent and be permitted to give a reduction up to 50% to the tax-payers residing in a certain part of its territory;

To obtain the right to control the drivers' permits for taxi-drivers within its limits;

To obtain the right to grant a 5% discount to tax-payers, upon certain conditions;

To obtain the right to levy a business tax upon automatic distributors, authorized by federal law within its limits;

To obtain the right to grant franchises for certain public services;

To obtain the right to levy a tax on bicycles within its limits.

Given under my hand, this 31st of March, 1942.

ALEX. LECLERC, C.P.A.,
Secretary-Treasurer.
766-15-2-o

Department of Public Instruction

No. 1175-41

Québec, April 9, 1942.

Application is made to detach from the School Municipality of St-Etienne-de-Chelsea, in the County of Gatineau, lots 19 to 28 inclusively of Range VII of the Township of Hull-South, and to annex them, for the Protestants only, to the School Municipality of the Township of Hull.

808-15-2

No. 66-42

Québec, April 8, 1942.

Application is made to detach from the School Municipality of Pointe-aux-Trembles, County of

de Portneuf, le lot N° I du cadastre officiel de la paroisse de St-Basile et de l'annexer à la municipalité scolaire de St-Basile-Station, dans le même comté.
809-15-2-o

Portneuf, lot No. I of the official cadastre of the parish of St-Basile and to annex it to the School Municipality of St-Basile-Station, in the same County.
809-15-2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes:

Québec, 19 mars 1942.

MM. O.-J. Dion, inspecteur, 15 rue de la Couronne, Québec, et Marcel Guay, inspecteur régional, 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; Roland Lemieux, épiciier, 517 rue Atwater, et Gérard Caron, commis, 1471 rue Darling, tous deux de la cité de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Henry Reid Linam, employé de The Gillies Bros. Ltd., de Campbell's Bay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Pontiac, et Paul Gagnon, comptable, de Lac Mégantic: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 21 mars 1942.

MM. Pierre Duchesne, de La Malbaie, Charles-Edouard Talbot, de Donnacona, Elias Jones, de Gaspé, Honoré-Joseph Belleville, de Jonquièrre, F.-X. Boulette, de Chicoutimi, Jean-Charles Lacroix, Emilien Pouliot, Georges-Arthur Desjardins, Joseph-Albert Bazin et Jean Sirois, tous cinq de 71, rue St-Pierre, Québec, et tous les dix employés de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement avec juridiction sur les districts judiciaires d'Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Québec, Rimouski, Roberval, Saint-François et Saguenay, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 24 mars 1942.

M. Paul-E. Marsolais, secrétaire adjoint de l'Ecole des Arts et Métiers, domicilié au numéro 4243, rue Delorimier, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 1er avril 1942.

MM. René Plourde, inspecteur, de Noranda: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Léopold Choquette, employé de l'usine Singer, de Saint-Jean: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Iberville; Adrien Gadoury, de Saint-Thomas-de-Joliette: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Charles Walter Empey, mécanicien, de Pointe St-Charles, Albert J. Hadley, interprète-traducteur, 10,759 rue Berry, Lionel Thibault, employé du Ministère du Travail, 4670 rue Papineau, tous deux de la cité de Mont-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, March 19, 1942.

Messrs. O. J. Dion, inspector, 15 de la Couronne street, Quebec, and Marcel Guay, regional inspector, 276 St. James street West, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec; Roland Lemieux, grocer, 517 Atwater street, and Gérard Caron, clerk, 1471 Darling street, both of the city of Montreal: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Henry Reid Linam, employee of The Gillies Bros. Ltd., of Campbell's Bay: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Pontiac, and Paul Gagnon, accountant, of Lake Megantic: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St-François. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, March 21, 1942.

Messrs Pierre Duchesne, of La Malbaie, Charles Edouard Talbot, of Donnacona, Elias Jones, of Gaspé, Honoré Joseph Belleville, of Jonquièrre, F. X. Boulette, of Chicoutimi, Jean Charles Lacroix, Emilien Pouliot, Georges Arthur Desjardins, Joseph Albert Bazin and Jean Sirois, all five of 71 St. Peter street, Quebec, and all ten employees of the Wartime Prices and Trade Board: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only with jurisdiction over the judicial districts of Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Quebec, Rimouski, Roberval, Saint-François and Saguenay, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15.)

Quebec, March 24, 1942.

Mr. Paul E. Marsolais, assistant secretary of the Ecole des Arts et Métiers, domiciled at No. 4243 Delorimier street, Montreal: to be justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, April 1, 1942.

Messrs René Plourde, inspector, of Noranda: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Léopold Choquette employee of the Singer Company, of Saint-Jean; to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Iberville; Adrien Gadoury, of Saint-Thomas-de-Joliette: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Charles Walter Empey, mechanic, of Pointe St-Charles, Albert J. Hadley, interpreter-translator, 10,759 Berry street, Lionel Thibeault, employee in the Department of Labour, 4670

réal, et C. A. James, gérant, de Longueuil: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Réginald Foisy, maître de poste, d'Angliers: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Pontiac, et Philippe Boisclair, employé du Ministère de la Santé, 515 rue St-Gabriel, Montréal: juge de paix avec juridiction dans toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15). 854—0

Papineau street, both of the city of Montreal, and C. A. James, manager, of Longueuil: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Réginald Foisy, Postmaster, of Angliers: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Pontiac, and Philippe Boisclair, employee in the Department of Health, 515 St-Gabriel street, Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15). 854

Soumissions

Tenders

Canada, Province de Québec

Canada, Province of Quebec

CITÉ DE SHERBROOKE

CITY OF SHERBROOKE

SOUSSIONS POUR OBLIGATIONS

TENDERS FOR BONDS

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke demande des soumissions pour la vente de \$250,000 d'obligations municipales de la cité de Sherbrooke, émises en vertu de son règlement N° 614, approuvé par la Commission Municipale de Québec le 16 mars 1942 et par le Lieutenant Gouverneur en Conseil le 26 mars 1942.

Public notice is hereby given that the City of Sherbrooke is calling tenders for the sale of City of Sherbrooke bonds amounting to \$250,000, issued in virtue of By-law No. 614, approved by the Quebec Municipal Commission on March 16th 1942 and by the Lieutenant-Governor in Council on March 26th 1942.

Ces obligations sont datées du 1er février 1942, portent intérêt au taux de trois et demi (3½%) pour cent par an, payable semi-annuellement les premier février et août de chaque année inclusivement. Capital et intérêt payables au bureau de la Banque de Montréal à Sherbrooke, Montréal ou Québec. L'émission comprend 221 obligations de \$1,000 chacune et 58 obligations de \$500 chacune, lesquelles peuvent être enregistrées gratuitement au bureau du soussigné.

These bonds are dated February 1st 1942, bear interest at the rate of three and a half (3½%) per cent per annum, payable semi-annually on the first day of February and August each year, and mature in series from February 1st 1943 to February 1st 1962 inclusively. Capital and interest payable at the Bank of Montreal in Sherbrooke, Montreal or Quebec. The issue includes 221 bonds of \$1,000 each and 58 bonds of \$500 each. Said bonds may be registered free of charge at the office of the undersigned.

Les soumissions devront être contenues dans une enveloppe scellée et marquée: "Soumission pour obligations" et adressées au soussigné le ou avant le 4 mai prochain (1942) à trois heures de l'après-midi, alors que le Conseil se réunira à l'hôtel de ville pour en disposer.

Tenders must be enclosed in a sealed envelope marked: "Tenders for Bonds" and addressed to the undersigned on or before the 4th day of May next (1942) at three o'clock in the afternoon, at which time the Council shall meet at the City Hall and dispose of same.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus. La livraison des titres se fera le ou vers le 15 mai prochain (1942).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one (1%) per cent of the amount of the loan and specify whether the price offered includes or does not include accrued interest. Probable date of delivery of bonds: May 15th, 1942.

La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders submitted.

Donné à Sherbrooke, ce 16ème jour d'avril 1942.

Given at Sherbrooke, this 16th day of April 1942.

Le greffier de la cité,
ANT. DESLAURIERS.

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

LA LOI DE FAILLITE
VENTE A L'ENCAN

THE BANKRUPTCY ACT
AUCTION SALE

Dans l'affaire de: Emile Demers, Commerçant de beurre, de St-Isidore, comté Dorchester, P.Q. N° 3743-F.

In the matter of: Emile Demers, butter merchant, of St-Isidore, P.Q. Authorized Assignor. No. 3743-F.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le QUINZE MAI 1942 à ONZE heures, A.M. sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de St-Isidore, comté Dorchester, P.Q. l'immeuble décrit ci-après, savoir:

Un emplacement situé en ladite paroisse de St-Isidore, à l'ouest de la route Justinienne, contenant cinq perches de front, sur cinq perches et neuf pieds de profondeur, le tout plus ou moins, avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances, connu sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de St-Isidore, sous le numéro quatre cent cinquante (450) avec de plus une petite partie du numéro quatre cent quarante-neuf (449) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de St-Isidore sur laquelle partie du dit N° 449 se trouve située une partie de la grange du vendeur, à distraire cependant du dit N° 450 du dit cadastre le petit morceau de terrain appartenant à Gaudiose Coulombe, père, cultivateur, de St-Isidore susdit, tel qu'occupé par une partie du hangar du dit Gaud. Coulombe et borné par la clôture actuelle, le tout tel que mentionné dans un acte de conventions portant échange entre Obéline Bolduc et le dit Coulombe enregistré à Dorchester sous le N° 27831. A distraire également la partie vendue au Ministère de la Voirie.

Cet item sera offert en vente au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du Syndic, et l'on pourra visiter l'immeuble en s'adressant sur les lieux.

Cet immeuble sera vendu conformément aux articles sept cent seize, sept cent dix-sept et sept cent dix-neuf-A (716, 717 & 719-A) et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Daté à Québec, ce 9ème jour d'avril, 1942.

Le syndic,

LUCIEN CHAREST.

Bureau: 85 rue St-Pierre, Québec. 793-15-2-0

Notice is hereby given that on FRIDAY the FIFTEENTH of MAY, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at the parochial church door of St-Isidore, County of Dorchester, P.Q., the immovable hereinafter described, to wit:

An emplacement situate in the said parish of St-Isidore, West of the Justinienne Highway, measuring five perches in front, by five perches and nine feet in depth, the whole more or less, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known on the official cadastral plan and in the book of reference for the said parish of St-Isidore, under number four hundred and fifty (450) with moreover a small part of number four hundred and forty-nine (449) of the official cadastral plan and book of reference for the said parish of St-Isidore, upon which part of said No. 449 is situate a part of the barn of the vendor, to be deducted however, from said No. 450 of said cadastre, the small parcel of land belonging to Gaudiose Coulombe, Sr., farmer, of St-Isidore aforesaid, as occupied by a part of the hangar of the said Gaud. Coulombe, and bounded by the present fence, the whole as mentioned in a deed of agreement showing an exchange between Obéline Bolduc and the said Coulombe, registered at Dorchester under No. 27831. To be deducted also the part sold to the Department of Roads.

This item shall be offered for sale to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at any time at the offices of the Trustee, and the immovable may be visited by applying on the premises.

The said immovable shall be sold pursuant to articles seven hundred and sixteen, seven hundred and seventeen and seven hundred and nineteen-A (716, 717 and 719-A) and also article forty-five (45) of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Dated at Québec, this 9th day of April, 1942.

LUCIEN CHAREST,

Trustee.

Offices, 85 St. Peter Street, Québec 793-15-2

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. N° 83942. Dame Rachel Rubenstein, des cité et district de Montréal, veuve de feu John Ker, en son vivant du comté de Brant, en la province d'Ontario, manufacturier de machines, en sa qualité d'une des héritières de feue Sara Rubenstein, en son vivant des cité et district de Montréal, et de feus Lazarus Rubenstein, Abraham Rubenstein et Israel Rubenstein, tous en leur vivant des cité et district de Montréal, demanderesse, es-qualité; vs Mortimer Rubenstein, des cité et district de Montréal, avocat, en sa qualité d'héritier de feu Moses Rubenstein, en son vivant des cité et district de Montréal; et Dame Leah Rubenstein, fille majeure, de la cité de St-Louis dans l'Etat du Missouri, un des Etats-Unis d'Amérique, et Dame Rae Rubenstein, épouse de Albert G. Rosenbaum, solliciteur de la cité de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, un des Etats-Unis d'Amérique, et Jacob Rubenstein, autrefois de St-Louis, dans l'Etat de Missouri, un des Etats-Unis d'Amérique et maintenant de lieux inconnus, et

Sale by Licitiation

Province of Quebec, District of Montreal, In the Superior Court. No. 83942. Dame Rachel Rubenstein, of the City and District of Montreal, widow of the late John Ker, in his lifetime of Brant County in the Province of Ontario, Machinery Manufacturer, in her quality of one of the heirs of the late Sara Rubenstein, in her lifetime of the City and District of Montreal, and of the late Lazarus Rubenstein, Abraham Rubenstein and Israel Rubenstein, all in their lifetime of the City and District of Montreal, plaintiff, es-qualité; vs Mortimer Rubenstein, of the City and District of Montreal, advocate, in his quality of heir of the late Moses Rubenstein in his lifetime of the City and district of Montreal; and Dame Leah Rubenstein, spinster, of the City of St-Louis in the State of Missouri, one of the United States of America, Dame Rae Rubenstein, wife of Albert G. Rosenbaum, attorney, of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, and Jacob Rubenstein, formerly of St-Louis in the State of Missouri, one of the United States of America and now of

Louis Rubenstein, de la cité de St-Louis, dans l'Etat de Missouri, un des Etats-Unis d'Amérique, et Dame Florence Rubenstein, épouse divorcée de Charles Donan et maintenant épouse de L. W. Budd, de la cité de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, un des Etats-Unis d'Amérique, et Dame Sara Rubenstein, épouse de Jacob Cohen, voyageur, de la cité de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, un des Etats-Unis d'Amérique, les six derniers en leur qualité d'héritiers de feu Barnet Rubenstein, en son vivant de la cité de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, un des Etats-Unis d'Amérique, bijoutier, et Henry Cohen, rentier, de la cité de Fort Wayne, dans l'Etat d'Indiana, un des Etats-Unis d'Amérique, et Major Lee Cohen, major dans l'armée des Etats-Unis d'Amérique, à Fort Hancock, dans l'Etat du New Jersey, un des Etats-Unis d'Amérique, et le Révérend Docteur Simon R. Cohen, rabbin, de la cité de Brooklyn, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, et Dame Miriam Cohen, veuve de feu Louis Pinkous, en son vivant de la cité de Skeegan, dans l'Etat de Michigan, un des Etats-Unis d'Amérique, de la cité de Wheaton, dans l'Etat de l'Illinois, un des Etats-Unis d'Amérique, et Dame Lea Cohen, épouse divorcée de Vaun Malay, de la cité de Fort Wayne, dans l'Etat d'Indiana, un des Etats-Unis d'Amérique, défendeurs; et The Crown Trust Company, corps politique et incorporé, ayant son siège social et principale place d'affaires pour la province de Québec, en les cité et district de Montréal, requérante, (demanderesse en reprise d'Instance).

parts unknown, and Louis Rubenstein, of the City of St. Louis in the State of Missouri, one of the United States of America, and Dame Florence Rubenstein, divorced wife of Charles Donan, and now wife of L. W. Budd, of the City of Chicago in the State of Illinois, one of the United States of America, and Dame Sara Rubenstein, wife of Jacob Cohen, traveller, of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, the last six in their quality of heirs of the late Barnet Rubenstein, in his lifetime of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, Silversmith, and Henry Cohen, gentleman, of the City of Fort Wayne, in the State of Indiana, one of the United States of America, and Major Lee Cohen, Major in the Army of the United States of America, situate at Fort Hancock, in the State of New Jersey, one of the United States of America, and the Reverend Doctor Simon R. Cohen, Rabbi, of the City of Brooklyn, in the State of New York, one of the United States of America, and Dame Miriam Cohen, widow of the late Louis Pinkous, in his lifetime of the City of Skeegan, in the State of Michigan, one of the United States of America, of the City of Wheaton, in the State of Illinois, one of the United States of America, and Dame Lea Cohen, divorced wife of Vaun Malay, of the City of Fort Wayne, in the State of Indiana, one of the United States of America, the last five in their quality of heirs of Dame Florence Rubenstein in her lifetime wife of Solomon Cohen of the City of Fort Wayne in the State of Indiana one of the United States of America, defendants, and The Crown Trust Company, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business for the Province of Quebec in the City and District of Montreal, petitioner, (plaintiff en reprise d'Instance).

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

NOTICE OF SALE BY LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, le TRENTIÈME jour de MARS 1942, en la présente cause, ordonnant la licitation de ce certain immeuble désigné comme suit, à savoir:

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, the THIRTIETH day of MARCH 1942, in the present cause, ordering the licitation of that certain immovable designated as follows, namely:

Ce certain lot présentement connu comme étant la subdivision numéro un, de la subdivision officielle du lot numéro cent sept, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent de ladite cité de Montréal, et comprenant quatre-vingt pieds en front sur la rue St-Urbain, par cent cinquante pieds en profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, et est borné en front par ladite rue St-Urbain, en arrière par une ruelle connue comme étant le lot N° 107-2, audit plan, et en partie par le lot N° 107-6, d'un côté par le lot N° 107-A, et de l'autre côté par le lot N° 106 audit plan, et avec la maison de quatre étages en pierre taillée et autres structures dessus érigées, et avec le droit de passage dans ladite ruelle connue comme étant le lot N° 107-2, et aussi dans la ruelle ou passage connue comme étant le lot N° 107-B en commun avec d'autres y ayant droit, mais sans aucun droit de l'obstruer, et aussi avec le droit d'avoir une vue directe, fenêtres en verre dépoli, galeries, balcons et autres saillies donnant sur les lots Nos 107-A et 107-C, mais aucune clôture de division ou autres obstructions ne seront érigées, à côté de la maison sur le lot décrit dans le présent avis, de manière à être plus élevées que les allèges des fenêtres de l'étage inférieur de ladite maison, et aucun des nouveaux édifices qui peuvent être

That certain lot now known as subdivision Number one, on the Official Subdivision of Lot Number one hundred and seven, on the Official Plan and Book of Reference of the St. Lawrence Ward of the said City of Montreal, and containing eighty feet in front on St. Urbain Street, by one hundred and fifty feet in depth the whole English Measure and more or less, and is bounded in front by said St-Urbain Street, in rear by a lane known as Lot No. 107-2, on said Plan, and partly by Lot No. 107-6, on one side by Lot No. 107-A, and on the other side by Lot No. 106 on said Plan, and with the four storey cut stone dwelling house and other erections thereon, and with the right of passage in said lane known as Lot No. 107-2, and also in the lane or passage known as Lot No. 107-B in common with others having rights therein, but without any right to encumber the same, and with also the right to have direct views, frosted windows, galleries, balconies and other projections overlooking Lots Nos. 107-A and 107-C, but no division fence or other obstruction shall be erected at the side of the house on the lot hereby described higher than the sills of the basement windows of the said house, and no new buildings which may be erected on said lot with windows and balconies overlooking said Lots Nos. 107-A and 107-C shall be

érigés sur ledit lot avec des fenêtres et balcons donnant sur lesdits lots Nos 107-A et 107-C ne seront construits plus près de la ligne de division que l'extérieur du mur sud-est de la maison actuelle, environ trois pieds et six pouces de ladite ligne de division; le tout plus particulièrement fixé dans l'acte de vente de la propriété en faveur de Jacob Rubenstein et de Israël Rubenstein, "Rubenstein Brothers", de Dame Jane Crideford, épouse de T. James Claxton, passé devant J. H. Isaacson, notaire, le quatorzième jour de juillet, dix huit cent quatre-vingt-onze, et enregistré sous le numéro 29185; ladite maison et autres structures dessus érigées portant le numéro civique 3567, rue St-Urbain.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le QUINZIÈME jour de MAI 1942, à DIX heures et DEMIE du matin, au Palais de Justice de Montréal, chambre 31, ou dans toute autre chambre désignée par le juge, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition au paiement devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, le tout sous peine de forclusion.

Un dépôt de \$2,500 devra être fait par l'adjudicataire au moment de la vente. Le solde du prix devra être payé dans les trois jours.

Montréal, le 2 avril 1942.

Les procureurs de la demanderesse

en reprise d'Instance,

776-15-2

BERCOVITCH & SPECTOR.

built nearer the division line than the exterior of the south-east wall of the present house about three feet six inches from said division line; the whole as more particularly set forth in the Deed of Sale of the property in favor of Jacob Rubenstein and Israel Rubenstein, "Rubenstein Brothers" from Dame Jane Crideford, wife of T. James Claxton, passed before J. H. Isaacson, Notary, on the Fourteenth day of July, Eighteen Hundred and ninety-one, and registered under the No. 29185; said dwelling house and other erections thereon bearing Civic No. 3567 St. Urbain Street.

The above designated immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on FRIDAY the FIFTEENTH day of MAY 1942, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, in Room No. 31 Court House, in the City of Montreal, or in any other room designated by the judge, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, the whole under pain of being foreclosed.

A deposit of \$2500.00 must be made by the adjudicator at the time of the sale. The balance of price to be paid within three days.

Montreal, April 2nd, 1942.

BERCOVITCH & SPECTOR,

Attorneys for Plaintiff en reprise d'Instance.
776-15-2-o

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias De Bonis Et De Terris

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME ANNA PI-
N° 3282 } CARD FRADET-
TE, épouse contractuellement séparée de biens de Ernest Fradette, marchand restaurateur, tous deux de St-Raphael, comté de Bellechasse, et le dit Ernest Fradette pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, demandeurs; vs WILFRID SÉVIGNY, de Ste-Anastasia, comté de Mégantic, défendeur.

Avis public est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans cette cause, à savoir:

1. Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Nelson, pour le 7ième rang comme étant le N° 20C, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une terre connue et désignée comme étant le N° 20A du cadastre officiel fait pour le 8ième rang du Canton de Nelson, contenant plus ou moins 120 acres en superficie et bâtisses dessus construites, bornée au nord-est par William Lemieux et au sud-ouest par Joseph Germain, qui

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias De Bonis Et De Terris

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } DAME ANNA PICARD
No. 3282 } FRADETTE, wife separate as to property of Ernest Fradette, merchant, both of St-Raphael, county of Bellechasse, and the said Ernest Fradette to assist his wife for the purposes hereof, plaintiffs; vs WILFRID SÉVIGNY, of Ste-Anastasia of Nelson, county of Mégantic, defendant.

Public notice is hereby given that the sale of the following immoveables properties seized in this case, viz:

1. A farm known and designated to the official plans and books of cadastre of township of Nelson for the seventh range as being lot No. 20C, with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A farm known and designated as being the lot No. 20A of the official cadastre done for the 8th range of township of Nelson, containing more or less 120 acres in superficies and buildings thereon erected, bounded to the north-east by William Lemieux and to the south-west by

devait avoir lieu le 25ième jour d'avril 1942 à Ste-Anastasia, comté de Mégantic, à 3 heures de l'après-midi, aura lieu au même endroit le NEUVIÈME jour de MAI 1942, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 14 avril 1942. 835-o
[Première publication, 18 avril 1942]

Le shérif,

Joseph Germain, formerly announced to take place the 25th day of April 1942 at 3 o'clock in the afternoon at the parochial church door of Ste-Anastasia, county of Megantic, will take place at the same place on the NINTH day of MAY 1942, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU, Sheriff.
Arthabaska, April 14th, 1942. 835-o
[First publication, April 18th, 1942]

BEAUCE

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Cour Supérieure.—District de Beauce
N° 652 } THEOPHILE BEAUDOIN, deman-
deur; vs PIERRE VACHON, dé-
fendeur.

Les lots Nos 5E, 6A et 6B du cadastre pour le rang 7, Canton de Broughton, paroisse de St-Pierre de Broughton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Pierre de Broughton, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI 1942 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-P. GIGUÈRE.
St-Joseph-de-Beauce, le 13 avril 1942.
836-16-2-o
[Première publication, le 18 avril 1942]

Le shérif,

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Superior Court.—District of Beauce
No. 652 } THEOPHILE BEAUDOIN, plain-
tiff; vs PIERRE VACHON, de-
fendant.

Lots Nos. 5E, 6A and 6B of the cadastre for Range 7, Township of Broughton, parish of St-Pierre de Broughton.

To be sold at the church door of the parish of St-Pierre de Broughton, on the NINE-TEENTH day of MAY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. P. GIGUÈRE, Sheriff.
St-Joseph-de-Beauce, April 13, 1942.
836-16-2
[First publication, April 18, 1942]

J. P. GIGUÈRE,

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Province de Québec, District de Beauce,
Cour Supérieure

Montmagny, à savoir: } M. ROSAIRE BEAU-
N° 16047 } M. DOIN, Avocat,
de St-Joseph de Beauce, Procureur distrayant,
HENRI DOYON, de Lac Frontière, Comté de
Montmagny, Défendeur; dans une cause où:
J. ERNEST BOLDUC, Notaire, de St-Camille,
Comté de Bellechasse, était Demandeur:

"Le lot numéro 32-100 du cadastre officiel pour le rang 10 du Canton Talon, à Lac Frontière, Cté de Montmagny, avec toutes les bâtisses dessus construites et dépendances."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de Lac Frontière, MERCREDI, le VINGT-NEUF AVRIL, (1942), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, J.-A. CARON.
Montmagny, 25 mars 1942. 707-13-2-o
[Première publication, 28 mars 1942]

Le shérif,

Fieri Facias de Terris
Province of Quebec, District of Beauce,
Superior Court

Montmagny, to wit: } M. ROSAIRE BEAU-
No. 16047 } M. DOIN, Advocate,
of St-Joseph de Beauce, Attorney distracting,
HENRI DOYON, of Lac Frontière, County of
Montmagny, Defendant, in a case where J.
ERNEST BOLDUC, Notary, of St-Camille,
County of Bellechasse, was the plaintiff:

"The lot Number 32-100 on official cadastral plan for the tenth Range (10) of Talon township, at Lac Frontière, County of Montmagny, with all buildings thereon erected, and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of Lac Frontière, WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of APRIL, (1942) at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. CARON, Sheriff.
Montmagny, 25th of March, 1942. 707-13-2-o
[First publication, March 28th, 1942]

J. A. CARON,

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } DAME ALMEDA GI-
207509 } RARD, veuve de An-
thime Gaulin, es-nom et es-qualité demande-
resse; vs BRUNO DESAUTELS, défendeur;
et Me MARIO LAURIER, curateur au délais-
sement.

Comme appartenant au défendeur et actuellement entre les mains du dit curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue De Gaspé, en la cité de Montréal, contenant vingt pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu sous le numéro huit cent soixante-neuf de la subdivision du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-869) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, avec une maison portant les numéro 7795 et 7797 de ladite rue De Gaspé, et autres bâtisses y érigées.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } DAME ALMEDA GI-
207509 } RARD, widow of An-
thime Gaulin, es-nom et es-qualité, plaintiff; vs
BRUNO DESAUTELS, defendant; and Me.
MARIO LAURIER, curator to the abandon-
ment.

As belonging to the defendant and actually in the possession of the said curator to the abandonment.

An emplacement fronting on De Gaspé street, in the city of Montreal, measuring twenty feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less, known under number eight hundred and sixty-nine of the subdivision of lot number two thousand six hundred and forty-three (2643-869) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Laurent—with a house bearing Nos. 7795 and 7797 of said De Gaspé street, and other buildings thereon erected.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UN MAI prochain à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,
Montréal, 15 avril 1942.
[Première publication, 18 avril 1942]

Le shérif,
L. P. CAISSE.
839-16-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { **THE CANADIAN**
202871 } **BANK OF COM-**
MERCE, demanderesse; vs **DAME ANNIE**
MARGULIES, veuve de David Donkner, dé-

fendeur.
"Un emplacement ayant front sur l'Avenue Laval, en la cité de Montréal, comprenant:

(a) le lopin de terre, connu et désigné comme étant la subdivision N° onze cent un de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15-1101) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jean-Baptiste, mesurant en front vingt pieds de largeur sur soixante et quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et

(b) la demie nord-ouest du lot connu et désigné comme étant la subdivision numéro onze cent de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15-½ N. O. de 1100) aux plan et livre de renvoi officiels, mesurant en front dix pieds de largeur sur soixante et quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front par ladite Avenue Laval, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par l'autre moitié dudit lot N° 15-1100, et de l'autre côté par le lot N° 15-1101; avec ensemble les bâtisses dessus érigées, y compris celles qui portent les numéros civiques 4415-17 de ladite Avenue Laval".

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UN MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$450 sera exigé de tout offrant ou tout enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, en date du 9 avril 1942.

Bureau du shérif,
Montréal, 15 avril 1942.
[Première publication, 18 avril 1942]

Le shérif,
L. P. CAISSE.
840-16-2

Fieri Facias De Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { **THE ROYAL TRUST**
N° 206735 } **COMPANY et al** es-
qual, demandeurs vs **DAME DELPHINE LI-**
MOGES, épouse en secondes noces de Henri Desorey et le dit Henri Desorey pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse et J.-ELPHEGE MARIER, es-qual, mis en cause et V. FARLEY, curateur au délaissement.

Comme appartenant à la défenderesse, mais actuellement entre les mains dudit curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front rue St-Hubert, de la Cité de Montréal connu et désigné comme étant le numéro soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent vingt-cinq (325-65) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant vingt-trois pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses sus-érigées et spécialement celle à deux étages, portant Nos civiques 4565 et 4567 de la rue St-Hubert, dont le mur sud-est est mitoyen."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, April 15, 1942.
[First publication, April 18, 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
839-16-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { **THE CANADIAN**
202871 } **BANK OF COM-**
MERCE, plaintiff; vs **DAME ANNIE MAR-**
GULIES, widow of the late David Donkner, defendant.

"An emplacement fronting on Laval Avenue, in the city of Montreal which is composed of:

(a) the lot of land, known and designated as Subdivision No. eleven hundred and one of the official subdivision of lot No. fifteen (15-1101) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of St. Jean Baptiste, measuring twenty feet in width at front, by seventy-five feet in depth, English measure and more or less, and

(b) the north-west half of the lot of land known and designated as subdivision No. eleven hundred of the official subdivision of lot No. fifteen (15 N. W. ½ of 1100) on the said official plan and book of reference, measuring ten feet in width at front by seventy-five feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by said Laval Avenue, in rear by a lane, on the south-east side by the other half of said lot No. 15-1100, and on the other side by lot No. 15-1101; together with the buildings thereon erected, including those bearing civic numbers 4415-17 of said Laval Avenue".

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$450.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Mr. Justice Surveyer, dated April 9th 1942.

Sheriff's Office,
Montreal, April 15th 1942.
[First publication, April 18th 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
840-16-2-o

Fieri Facias De Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { **THE ROYAL TRUST**
N° 206735 } **COMPANY et al**, es-qual;
plaintiffs; vs **DAME DELPHINE LIMOGES**, wife by second marriage of Henri Desorey and the said Henri Desorey to authorize his wife for the purposes hereof, defendant; and J. ELPHEGE MARIER, es-qual., mis en cause; and V. FARLEY, curator to the abandonment.

As belonging to the defendant, but actually in the possession of the said curator to the abandonment.

An emplacement fronting on St-Hubert street, of the city of Montreal, known and designated as being number sixty-five of the official subdivision of original lot number three hundred and twenty-five (325-65) of the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte St-Louis, measuring twenty-three feet in width by seventy-five feet in depth, English measure, and more or less.

With all the buildings thereon erected and particularly the two-story one, bearing civic Nos. 4565 and 4567 St-Hubert street, whereof the South-East wall is mitoyen.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UN MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$400. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, daté le 9 avril 1942.

Bureau du shérif, Montréal, 15 avril 1942. [Première publication, le 18 avril 1942]

Le shérif, L.-P. CAISSE. 841-16-2-0

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$400. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 9th April, 1942.

Sheriff's Office, Montreal, April 15, 1942. [First publication, April 18th, 1942]

L. P. CAISSE, Sheriff. 841-16-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC; N° 157/42 } contre D. R. WILKINSON, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La moitié indivise des subdivisions 26 et 27 (vingt-six et vingt-sept) N° 92 (quatre-vingt-douze) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté est de l'avenue Moncton, mesurant chacune 36 pieds de front par 100 pieds de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, ce 1er avril 1942. [Première publication, 4 avril 1942] [Deuxième publication, 18 avril 1942]

Le shérif, L. LAPIERRE. 745-14-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC; No. 157/42 } against D. R. WILKINSON, of Our City of Quebec, in Our district of Quebec, to wit:

The undivided half of subdivisions 26 and 27 (twenty-six and twenty-seven) of lot No. 92 (ninety-two) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, Banlieue, now Montcalm Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on the East side of Moncton Avenue, each measuring 36 feet in front by 100 feet in depth—with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 1st April, 1942. [First publication, April 4, 1942] [Second publication, April 18, 1942]

L. LAPIERRE, Sheriff. 745-14-2

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC, N° 2050-41 } contre ÉDOUARD BOURGEOIS, de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

Avis est par le présent donné que l'immeuble qui devait être vendu en la présente cause, à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de FEVRIER dernier, à DIX heures du matin, et qui ne l'a pas été, sera vendu au même endroit le HUITIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, ce 15 avril 1942. [Première publication, le 18 avril 1942]

Le shérif, L. LAPIERRE. 837-0

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC No. 2050-41 } against ÉDOUARD BOURGEOIS, of our city of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

Notice is hereby given that the immovable which was to be sold in the present case, at my office, in the City of Quebec, the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY last, at TEN o'clock in the forenoon, and which was not sold, shall be sold at the same place on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, April 15, 1942. [First publication, April 18, 1942]

L. LAPIERRE, Sheriff. 837

ST-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de St-François, Sherbrooke, Cour Supérieure, N° 2969. } RAOUL GAGNÉ, avocat de la cité de Sherbrooke, district de St-François, et GASTON DESMARAIS, avocat, de la ville de Richmond, district de St-François, membres en règle du Barreau de la Province de Québec, faisant affaires ensemble à Sherbrooke, sous la raison sociale de "Gagné & Desmarais", Demandeurs; vs THOMAS BARBEAU, de Cookshire, district de St-François, Défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur: "1. Ce certain morceau de terre situé et étant dans le Canton de Eaton, désigné comme étant le lot 11-70 dans le Huitième Rang du Canton de Eaton, sauf et excepté la partie vendue à la Banque de Montréal; avec bâtisses dessus construites.

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of St. Francis, Sherbrooke, Superior Court, No. 2969. } RAOUL GAGNÉ, advocate of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, and GASTON DESMARAIS, advocate of the town of Richmond, district of St. Francis, duly qualified members of the Bar of the Province of Quebec, doing business together at Sherbrooke, under the social name of "Gagné & Desmarais.", Plaintiffs; vs THOMAS BARBEAU, of Cookshire, district of St. Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant: "1. That certain tract of parcel of land situate and being in the Township of Eaton, designated as lot 11-70 in the 8th Range of the Township of Eaton, save and except the part thereof sold to the Bank of Montreal; with buildings thereon erected."

"2. La partie indivise du défendeur dans les immeubles ci-après décrits: Lot N° Six "D" (6D) du sixième rang de Shipton; Lot N° Deux "A" (2A) du septième rang de Shipton; Lots Nos Cinq "D" et Six "A" (5D et 6A) du sixième rang de Shipton; avec bâtisses dessus construites et toutes les dépendances."

Pour être vendu l'immeuble décrit au paragraphe "Un", au Bureau d'Enregistrement de la ville de Cookshire, le TRENTE AVRIL 1942, à DEUX heures p.m.

Pour être vendus "en bloc", au bureau d'enregistrement de la Ville de Richmond, les immeubles décrits au paragraphe "Deux", le CINQ MAI 1942, à TROIS heures p.m.

Le shérif,
Bureau du shérif, J. P. C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 23 mars 1942. 704-13-2-0
[Première publication, le 28 mars 1942]

"2. The undivided part of the defendant in the immovables hereafter described: Lot No. Six "D" (6D) in the Sixth range of Shipton; Lot No. Two "A" (2A) of the Seventh range of Shipton; Lots Nos. Five "D" and Six "A" (5D and 6A) of the Sixth range of Shipton; with buildings thereon erected and all the dependences."

To be sold, the immovable described in paragraph One at the Registry Office, in the Town of Cookshire, on APRIL the THIRTIETH, 1942, at TWO p.m.

To be sold "en bloc" the immovables described in paragraph "Two", at the Registry Office, in the Town of Richmond, the FIFTH of MAY 1942, at THREE p.m.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, March the 23rd 1942. 704-13-2-0
[First publication on March the 28th, 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de St-François, }
Sherbrooke, } **RAOUL GAGNÉ,**
Cour Supérieure, N° 2774. } avocat de la
district de St-François, et **GASTON DESMA-**
RAIS, avocat de la ville de Richmond, district
de St-François, membres en règle du Barreau de
la Province de Québec, faisant affaires ensemble
à Sherbrooke, sous la raison sociale de
"Gagné & Desmarais", demandeurs; vs **THO-**
MAS BARBEAU, de Cookshire, district de St-
François, défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur:

1. "Lot 15-B, rang 10 du canton de Eaton;
Lots 15-B et 15-C, rang 9, du canton de Eaton;
avec bâtisses dessus érigées."

2. "Les lots 326 et 327, rang 4 de St-Georges,
dans le canton de Windsor; avec les bâtisses
dessus érigées."

Pour être vendus "en bloc" les lots décrits au
paragraphe un, au bureau d'enregistrement, ville
de Cookshire, le TRENTE AVRIL 1942, à
TROIS heures p.m.

Pour être vendus "en bloc" les lots décrits au
paragraphe deux, au bureau d'enregistrement,
ville de Richmond, le CINQ MAI 1942, à
QUATRE heures p.m.

Le shérif,
Bureau du shérif, J. P. C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 23 mars 1942. 703-13-2-0
[Première publication, le 28 mars 1942]

ST-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de St-Hyacinthe
St-Hyacinthe, à savoir: } **PIERRE VIENS,**
N° 4581 } Demandeur;
contre **HENRY** alias **HENRI JARRY,** Défendeur;
et **HERMAS PERRAS,** es-qualité de Syndic
à la faillite du dit Henri Jarry, Mis-en-cause.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de
St-Mathias, comté de Rouville, connu et désigné
sous le numéro un de la subdivision officielle du
lot originaire numéro soixante-cinq (65-1) aux
plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse,
borné le dit lot comme suit; savoir: en front, vers
l'Est par le Chemin Public; vers le Sud par le
numéro soixante-six (66); vers l'Ouest par la
rivière Richelieu, et vers le Nord par la partie
non subdivisée du lot numéro soixante-cinq
(p.65); mesurant cent vingt quatre pieds et
sept pouces en front par trois cent trente-deux
pieds de profondeur dans la ligne Nord, et deux

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of St. Francis, }
Sherbrooke, } **RAOUL GAGNÉ,**
Superior Court, No. 2774. } advocate of the
district of St. Francis, and **GASTON DESMA-**
RAIS, advocate of the Town of Richmond, district
of St. Francis, duly qualified members of the
Bar of the Province of Quebec, doing business
together at Sherbrooke, under the social name
of "Gagné & Desmarais", Plaintiffs; vs **THO-**
MAS BARBEAU of Cookshire, district of St.
Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

"1. Lot 15-B, range 10, of the township of
Eaton; Lots 15-B and 15-C, of the range 9, in
the township of Eaton; with buildings thereon
erected."

"2. Lots 326 and 327, in range 4, of St. Georges,
in the Township of Windsor; with buildings
thereon erected."

To be sold "en bloc" the immovables described
in paragraph one, at the Registry Office,
in the Town of Cookshire, the THIRTIETH day
of APRIL 1942, at THREE p.m.

To be sold "en bloc", the immovables described
in paragraph two, at the Registry Office,
in the Town of Richmond, the FIFTH day of
MAY 1942, at FOUR p.m.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 23rd of March 1942. 703-13-2-0
[First publication, March the 28th, 1942]

ST. HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of St. Hyacinthe
St. Hyacinthe, to wit: } **PIERRE VIENS,**
No. 4581 } Plaintiff; against
HENRY alias **HENRI JARRY,** Defendant; and
HERMAS PERRAS, es-quality of Trustee to
the bankruptcy of the said Henry Jarry, Mis en
cause.

A piece of ground situate in the parish of St.
Mathias, county of Rouville, known and design-
ated under the number one of the official sub-
division of original lot number sixty five (65-1)
on the official plan and book of reference of the
said parish and bounded as follows; in front,
toward the East by the Public road; toward the
South by the number sixty-six (66); toward the
West by the Richelieu river, and toward the
North by the unsubdivided part of lot number
sixty five (p.65); containing 124 feet and seven
inches in front by 332 feet in depth in the North
line, and 289 feet in the south line, and contain-

cent quatre-vingt-neuf pieds dans la ligne Sud; contenant en superficie trente neuf mille cinq cent cinquante-sept pieds (39557), mesure anglaise; avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Mathias, MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain (1942), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
St-Hyacinthe, le 24 mars 1942. JOS.-L. CORMIER.
705-13-2-0
[Première publication, le 28 mars 1942]

ing in superficie 39557 feet, english measure; with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Mathias, TUESDAY, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next (1942), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, JOS. L. CORMIER,
St. Hyacinthe, March 24th 1942. Sheriff.
705-13-2-0
[First publication, March 28th, 1942]

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 897

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Concernant la modification du décret relatif à l'industrie de la broderie dans l'île de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail, par les parties contractantes à la convention collective de travail, agissant au nom de l'industrie de la broderie et des métiers concernés, à l'effet de modifier le décret numéro 185, du 30 janvier 1941, amendé par l'arrêté numéro 253 du 5 février 1941;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 14 février 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté en conseil fédéral C. P. 8253, amendé par C. P. 9514, et qu'à la suite d'une décision du Conseil national du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 185 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe "c" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "b" de l'article IV:

"c. Indemnité de vie chère:

1. Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2. La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminé en points, à un-dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3. L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 897

Québec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Concerning a modification to the decree relating to the embroidery industry in the Island of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement, acting in the name of the embroidery industry and of the trades concerned, to modify decree number 185, of January 30, 1941, as amended by Order number 253, of February 5, 1941;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of February 14, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order-in-Council P.C. 8253, as amended by P. C. 9514, and, as a result of a decision of the National War Labour Board, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the Collective Agreement Act;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree, number 185, be modified in the following manner:

The following subsection "c" is added to subsection "b" of section IV:

"c. Cost of living bonus:

1. All employers governed by the present decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

(i) \$0.25 par semaine, pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(ii) De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ème jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédent immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4. L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque, pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normales, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

WM. LEARMONTH,

845-o Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 900

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif à l'industrie de la lithographie dans la province de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée à l'honorable ministre du Travail par le comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec, à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 4201, du 28 novembre 1940, relatif à l'industrie de la lithographie dans la province de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 21 février de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 8253, amendé par C.P. 9514, et qu'à la suite d'une décision du Conseil National du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(i) \$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(ii) One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

WM. LEARMONTH,

845-o Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 900

Quebec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the lithography industry in the Province of Québec.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Honourable Minister of Labour by the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Québec to modify decree number 4201, of November 28, 1940, relating to the lithographing industry in the Province of Québec;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of February 21, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order in Council P. C. 8253, as amended by P.C. 9514, and, as a result of a decision of the National War Labour Board, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the Collective Agreement Act;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 4201 soit modifié de la façon suivante:

L'article XIV-A suivant est ajouté:

"XIV-A.—*Indemnité de vie chère*:—1.—Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

i.—\$0.25 par semaine, pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

ii.—Un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine.

b) Le chiffre de l'indemnité doit être fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage.

4.—L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque, pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

WM. LEARMONTH,

846-o Asst. Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro: 805

Québec, le 2 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'approbation de l'Ordonnance numéro 4 (1942) de la Commission du salaire minimum.

Attendu qu'il est devenu nécessaire de refondre l'Ordonnance numéro 4, amendée par les Or-

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 4201 be modified in the following manner:

The following section XIV-A is added:

"XIV-A.—*Cost of Living Bonus*:—1.—All employers governed by the present decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i.—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii.—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

WM. LEARMONTH,

846-o Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number: 805

Quebec, April 2, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the approval of Ordinance number 4 (1942) of the Minimum Wage Commission.

Whereas it has become necessary to revise Ordinance number 4, amended by Ordinances

donnances numéros 4-a et 4-b de la Commission du salaire minimum;

Attendu que la présente Ordonnance numéro 4, (1942), a été régulièrement approuvée à une assemblée plénière de la Commission du salaire minimum, tenue à Montréal le 17 février 1942;

Attendu que ladite Ordonnance numéro 4, (1942) ne comporte aucune modification aux salaires basiques stabilisés au 15 novembre 1941 par l'arrêté ministériel C.P. 8253, tel qu'amendé par l'arrêté C.P. 9514;

Attendu que le Conseil Régional du Travail pour Québec, comme en fait foi le document qu'il a donné à cet effet, ne porte aucune objection au présent texte qui reproduit les mêmes dispositions quant aux tarifs des salaires et autres réglementations visés par l'arrêté C.P. 8253, tel qu'amendé par C.P. 9514;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, et d'accord avec les dispositions de l'article 19 de la Loi du salaire minimum (chapitre 164 des Statuts refondus, 1941), que l'Ordonnance numéro 4 (1942) soit approuvée.

WM. LEARMONTH,
Asst. Greffier du Conseil Exécutif.

NOTE: Le texte de l'Ordonnance N° 4, a été publié intégralement dans l'édition de la *Gazette Officielle de Québec*, le 11 avril, 1942, volume 74, N° 15, de la page 1563 à 1584 inclusivement. 851-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 901

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 522, du 5 février 1940, modifié par l'arrêté numéro 1645, du 28 juin 1941, relatif aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières, ont présenté une requête à l'honorable ministre du Travail, à l'effet d'apporter certaines modifications audit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 14 février 1942, de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu que le présent amendement a reçu l'approbation du Conseil Régional du Travail en temps de guerre de Québec, à la condition que les ajustements des salaires proposés soient agréés à titre de boni de vie chère, conformément aux dispositions de l'arrêté-en-conseil fédéral C.P. 8253 et ses amendements et aux directives du Conseil National du Travail en temps de guerre;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 522, du 5 février 1940, soit modifié de la façon suivante:

number 4-a and 4-b of the Minimum Wage Commission;

Whereas the present Ordinance number 4, (1942), has been regularly approved at a plenary meeting of the Minimum Wage Commission, held in Montreal on February 17, 1942;

Whereas the said Ordinance number 4, (1942) contains no modification of basic wages stabilized on November 15, 1941, by Order-in-Council P.C. 8253, as amended by Order P.C. 9514;

Whereas the Quebec Regional War Labour Board, as testified by the document it has given to that effect, sets forth no objection to the present text which embodies the same provisions as to the wage rates and other rulings governed by Order P.C. 8253, as amended by P.C. 9514;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, and pursuant to the provisions of section 19 of the Minimum Wage Act (Chapter 164, Revised Statutes of Quebec, 1941), that Ordinance number 4 (1942) be approved.

WM. LEARMONTH,
Deputy-Clerk of the Executive Council.

NOTE: The text of Ordinance number 4, has been integrally published in the *Quebec Official Gazette* of April 11, 1942, volume 74, No. 15, from page 1563 to 1584 inclusively. 851-o

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 901

Quebec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the pipe mechanic and tinsmith-roofer trades in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Three-Rivers.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory, by decree number 522, of February 5, 1940, modified by Order number 1645, of June 28, 1941, relating to the pipe mechanic and tinsmith-roofer trades in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers, have presented to the Honourable Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of February 14, 1942;

Whereas the present amendment has been approved by the Regional War Labour Board of Quebec provided that the proposed readjustment of wages be agreed as cost of living bonus, pursuant to the provisions of Federal Order-in-Council P. C. 8253, and its amendments and to the recommendations of the National War Labour Board;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 522, of February 5, 1940, be modified in the following manner:

1. Les mots "rémunérés au taux régulier", apparaissant dans le troisième alinéa du paragraphe "a" de l'article III, sont remplacés par les mots "rémunérés au taux de compagnon senior".

2. Le paragraphe "aa" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "a" de l'article III:

"aa.—*Indemnité de vie chère*:—Une indemnité de vie chère équivalant à \$0.07 de l'heure est ajoutée au taux de salaire des compagnons seniors de la zone I; une indemnité de vie chère équivalant à \$0.05 de l'heure est ajoutée aux taux de salaire des compagnons seniors de la zone II et des compagnons juniors de la zone I. Cette indemnité de vie chère demeurera inchangée jusqu'au 15 février 1943, quelles que soient les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie, jusqu'à cette date.

La présente indemnité de vie chère est accordée conformément aux dispositions de l'arrêté-en-conseil fédéral C.P. 8253 et ses amendements et aux directives du Conseil National du Travail en temps de guerre."

3. L'article V est radié et remplacé par le suivant:

"V.—*Dispositions générales*:—Les frais de déplacement et de pension des salariés requis de travailler en dehors des villes où ils résident, sont à la charge des employeurs. Aucun salaire ne sera payé durant le temps du voyage, si celui-ci est exécuté en dehors du temps régulier et pour tout déplacement ne dépassant pas une heure de trajet, les employés doivent consentir à l'effectuer en dehors du temps régulier."

WM. LEARMONTH,
850-o Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 898

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant un amendement au décret relatif au commerce en détail dans la cité de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée à l'honorable ministre du Travail par le Comité paritaire du Commerce en détail de Québec, à l'effet d'obtenir l'approbation d'un amendement au décret numéro 3265 du 6 septembre 1940 et amendements, relatif au commerce en détail dans la cité de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 31 janvier 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 8253, amendé par C.P. 9514, et qu'à la suite d'une décision du Conseil National du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 3265 soit modifié de la façon suivante:

L'article IVA suivant est ajouté:

"IVA. *Indemnité de vie chère*. 1. Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent

1. The words "paid the regular rate" contained in the third paragraph of subsection "a" of section III are replaced by the words "paid the rate of senior journeyman".

2. The following subsection "aa" is added to subsection "a" of section III:

"aa.—*Cost of living bonus*:—A cost of living bonus equivalent to \$0.07 per hour is added to the wage rates of senior journeymen of zone I; a cost of living bonus equivalent to \$0.05 per hour is added to the wage rates of senior journeymen of zone II and of junior journeymen of zone I. Such cost of living bonus shall remain unchanged until February 15, 1943, whatever be the variations in the Federal Cost of Living Index, until that date.

The present cost of living bonus is granted pursuant to the provisions of Order-in-Council P.C. 8253 and its amendments and to the recommendations of the National War Labour Board."

3. Section V is stricken off and replaced by the following:

"V. — *General provisions*: — Travelling and boarding expenses of employees required to work outside the towns in which they live are paid by the employers. Wages are not paid for travelling time if such travelling is done outside the regular working periods; when such travelling may be terminated within an hour, it should be done outside the regular hours of work."

WM. LEARMONTH,
850-o Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 898

Québec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the retail trade in the City of Québec.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Honourable Minister of Labour by the Joint Committee of the Québec Retail Trade to modify decree number 3265, of September 6, 1940, and amendments, relating to the retail trade in the City of Québec;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on January 31, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order-in-Council P. C. 8253, as amended by P. C. 9514, and, as a result of a decision of the National War Labour Board, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the Collective Agreement Act;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree, number 3265, be modified in the following manner;

The following section IVA is added:

"IVA. *Cost of Living Bonus*. 1. All employers governed by the present decree shall pay to their

payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2. La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3. L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

(i) \$0.25 par semaine pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(ii) De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité doit être fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédent immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4. L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

WM. LEARMONTH,
859-0 Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 894

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail par le comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 1652, du 28 juin 1941, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec;

employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(i) \$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(ii) One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

WM. LEARMONTH,
859-0 Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 894

Quebec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the barber and hairdresser trades in Quebec district.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of Quebec, to modify decree number 1652, of June 28, 1941, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Quebec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 14 février 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté-en-conseil fédéral C.P. 8253, amendé par C.P. 9514, et qu'à la suite d'une décision du Conseil National du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 1652 soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe "e" suivant est ajouté à l'article XI:

"e.—Toute personne qui exploite un salon de coiffure ou de beauté pour dames ne peut prendre à son emploi un apprenti de l'un ou de l'autre sexe, sans avoir au préalable passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant le comité paritaire, suivant les termes et conditions énumérés aux paragraphes "d" "e" et "f" de l'article VII du présent décret."

2.—L'article XIII-A suivant est ajouté:

"XIII-A.—*Indemnité de vie chère*:—1.—Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un-dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

i.—\$0.25 par semaine, pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

ii.—Un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage;

4.—L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of February 14, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order-in-Council P. C. 8253, as amended by P. C. 9514, and, as a result of a decision of the National War Labour, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the Collective Agreement Act;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1652 be modified in the following manner:

1.—The following subsection "e" is added to section XI:

"e.—Any one keeping a ladies hairdressing or beauty parlor shall not employ an apprentice of either sex without previously entering into an apprenticeship contract under the terms and conditions of section VII, subsections "d", "e", "f" and "g" of the present decree."

2.—The following section XIII A is added:

XIII A.—*Cost of Living Bonus*:—1.—All employers governed by the present decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one-tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i.—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii.—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll periods beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate

salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque, pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

3.—Les mots "à un salarié" mentionnés à la fin du paragraphe "b" de l'article XVII, sont radiés et remplacés par les mots "à qui que ce soit".

848-o WM. LEARMONTH,
Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 902

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux travailleurs en fourrure de la cité de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée à l'honorable ministre du Travail par le comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Québec, à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 3746, du 17 octobre 1940 et amendements, régissant les travailleurs en fourrure de la cité de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 7 février 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté-en-conseil fédéral C.P. 8253, amendé par C.P. 9514, et qu'à la suite d'une décision du Conseil National du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 3746 soit modifié de la façon suivante:

L'article V-A suivant est ajouté à la suite de l'article V:

"V-A.—*Indemnité de vie chère*.—1.—Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque

shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours or work in that period."

3.—The words "to an employee" mentioned in subsection "b" of section XVII are stricken off and replaced by the words "any one".

848-o WM. LEARMONTH,
Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 902

Quebec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to fur workers in the City of Quebec.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Honourable Minister of Labour by the Fur Industry Joint Committee, Quebec District, to modify decree number 3746, of October 17, 1940, and amendments, governing fur workers in the City of Quebec;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of February 7, 1942:

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order-in-Council P. C. 8253, as amended by P. C. 9514, and, as a result of a decision of the National War Labour Board, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the Collective Agreement Act;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 3746 be modified in the following manner:

The following section V-A is added to section V:

"V-A.—*Cost of Living Bonus*.—1.—All employers governed by the decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for

diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

i.—\$0.25 par semaine, pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

ii.—Un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine.

b) Le chiffre de l'indemnité doit être fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage.

4.—L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque, pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

WM. LEARMONTH,

852-o Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 899

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux employés de garage dans la région de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail par le comité paritaire de l'industrie de l'automobile, district de Québec, à l'effet d'obtenir l'approbation de certaines modifications au décret numéro 765, du 13 mai, 1938 et amendements, relatif aux employés de garage dans la région de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 14 février 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le présent amendement a reçu l'approbation du Conseil Régional du Travail en temps de guerre de Québec, conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 8253 et ses amendements;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 765 soit modifié de la façon suivante:

L'article IV-A est ajouté:

"IV-A.—Indemnité de vie chère:—1.—Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent

each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i.—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii.—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

WM. LEARMONTH,

852-o Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 899

Québec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the Decree relating to Garage Employees in Quebec District.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, by the Parity Committee of the Automobile Industry, Quebec District, to obtain the approval of some modifications to the decree number 765, of May 13, 1938, and amendments, relating to the garage employees in the district of Québec;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of February 14, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

Whereas the present amendment has been approved by the Regional War Labour Board of Québec, pursuant to the provisions of Federal Order in Council P.C. 8253, and its amendments;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree No. 765 be modified in the following manner:

The following section IV-A is added:

"IV-A.—Cost of Living Bonus:—1.—employers governed by the decree shall pay to

payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre équivalent à quatre (4) points de l'augmentation de l'indice fédéral du coût de la vie pour tous les salariés à l'exception des hommes du service et équivalent à deux (2) points pour les hommes de service, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2. La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3. L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a. Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

i.—\$0.25 par semaine, pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

ii.—Un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b. Le chiffre de l'indemnité doit être fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédent immédiatement. (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage;

4. L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque, pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

WM. LEARMONTH,

844-o Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 896

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Concernant des modifications au décret relatif au métier de boulanger dans la ville de Granby et un rayon de cinq milles de ses limites.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail par le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, à l'ef-

their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus equivalent to 4 points of the rise in the cost of living index for all employees with the exception of service men, and equivalent to 2 points for service men, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one-tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a. For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i.—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii.—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b. The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

WM. LEARMONTH,

844-o Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 896

Quebec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Concerning modifications to the decree relating to the baker trade in the town of Granby and a radius of five miles from its limits.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the Baking and Pastry-Making Industry Joint Committee of Granby to modify decree number 1847,

fet d'apporter des modifications au décret numéro 1847, du 10 septembre 1938 et amendements, relatif au métier de boulanger dans la ville de Granby et un rayon de cinq (5) milles de ses limites;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 28 février de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 8253, amendé par C.P. 9514, et qu'à la suite d'une décision du Conseil National du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 1847 soit modifié de la façon suivante:

L'article III-A suivant est ajouté:

"III-A.—*Indemnité de vie chère*: 1. Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique;

2. La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3. L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

i. \$0.25 par semaine, pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

ii. Un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine.

b) Le chiffre de l'indemnité doit être fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage.

4. L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque, pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a tra-

of September 10, 1938, and amendments, relating to the baker trade in the town of Granby and a radius of five (5) miles from its limits.

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of February 28, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order-in-Council P. C. 8253, as amended by P. C. 9514, and, as a result of a decision of the National War Labour Board, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the Collective Agreement Act;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1847 be modified in the following manner:

The following section III-A is added:

"III-A.—*Cost of Living Bonus*: 1. All employers governed by the present decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i. \$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii. One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked

vaillé au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

847-o WM. LEARMONTH,
Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 895

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail par le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de St-Jean et d'Iberville, à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 3011 du 6 novembre 1941, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 21 février 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 8253, amendé par C.P. 9514, et qu'à la suite d'une décision du Conseil National du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 3011 soit modifié de la façon suivante:

L'article Va suivant est ajouté:

"Va.—*Indemnité de vie chère*: 1.—Tous les employeurs assujettis à ce décret doivent payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

(i) \$0.25 par semaine, pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(ii) Un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgé de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

847-o WM. LEARMONTH,
Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 895.

Quebec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the barber and hairdresser trades in the City of St. John and the town of Iberville.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St. John and Iberville, to modify decree number 3011, of November 6, 1941, relating to the barber and hairdresser trades in the City of St. John and the town of Iberville;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of February 21, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order-in-Council P. C. 8253, as amended by P. C. 9514, and, as a result of a decision of the National War Labour Board, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the Collective Agreement Act;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 3011 be modified in the following manner:

The following section Va is added:

"Va.—*Cost of Living Bonus*:—1.—All employers governed by this decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(i)—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(ii)—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) Le chiffre de l'indemnité doit être fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement) en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4.—L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque, pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

849-o WM. LEARMONTH,
Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro: 892

—
Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant la prolongation de la durée du décret régissant l'industrie de la fourrure, section du gros, district de Montréal.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 2943, du 3 août 1940, régissant l'industrie de la fourrure, section du gros, district de Montréal, soit prolongé pour une période de soixante (60) jours, à compter du 30 avril 1942.

862-o WM. LEARMONTH,
Asst. Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 893

—
Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'addition d'une partie contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure de Montréal, section du gros.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité paritaire de l'industrie de la fourrure de Montréal, section du gros, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de traiter comme partie contractante à la convention collective de travail ratifiée par le décret numéro 2943, du 2 août 1940, la compagnie "Galet Furs Inc.", 1372 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 21 février 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

849-o WM. LEARMONTH,
Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Number: 892

—
Quebec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the extension of the duration of the decree governing the fur industry, wholesale section, Montreal district.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the decree number 2943, of August 3, 1940, governing the fur industry, wholesale section, Montreal district, be extended for a period of sixty (60) days, from April 30, 1942.

862-o WM. LEARMONTH,
Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Number 893

—
Quebec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the addition of a contracting party to the collective labour agreement relating to the fur industry of Montreal, wholesale section.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Fur Industry Joint Committee of Montreal, wholesale section, has presented to the Minister of Labour a request to treat as contracting party to the collective labour agreement ratified by decree number 2943, of August 2, 1940, "The Galet Furs Company Inc.", 1372 West, Ste-Catherine, Montreal;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of February 21, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ladite compagnie "Galet Furs Inc.", 1372 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, soit traitée comme partie contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit décret numéro 2943, du 2 août 1940, et que son nom soit ajouté à la suite des parties de première part.

WM. LEARMONTH,
860-o Asst.-greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 882

Québec, le 15 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'adoption de règlements en vue d'assurer la sécurité et la protection des travailleurs et du public sur les chantiers de coupe de la glace.

Attendu qu'il est devenu nécessaire d'édicter des règlements en vue d'assurer la sécurité et la protection des travailleurs et du public sur les chantiers de coupe de la glace;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, et en exécution de l'article 5 de la Loi des établissements industriels et commerciaux, (statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), que soient adoptés les règlements ci-annexés relatifs à la coupe de la glace.

WM. LEARMONTH,
Asst.-greffier du Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS RELATIFS À LA COUPE DE LA GLACE

Article 1. Toute personne doit, avant de commencer l'exploitation du chantier où la coupe de la glace doit se faire, transmettre à l'inspecteur des Établissements industriels et commerciaux, à l'inspecteur de l'Unité sanitaire et aux autorités municipales de l'endroit où se trouve situé le chantier, un avis par écrit indiquant son nom, son adresse, le nom et l'endroit où est situé ce chantier.

Article 2. Avant le commencement des travaux, le chantier doit être entouré de clôture ou de balises. Le chemin conduisant de la rive au chantier doit être balisé de chaque côté.

Article 3. Ces balises doivent être de sapin, d'épinette ou de cèdre, ayant une hauteur minimum de dix (10) pieds. Elles doivent être installées à une distance maximum de quarante (40) pieds, les unes des autres.

Article 4. Avant la fermeture du chantier, toutes les balises du chemin qui y conduit, doivent être enlevées. Les clôtures ou balises entourant le chantier abandonné doivent y être laissées et ce, jusqu'à la fonte de la glace.

861-o

Commission du salaire minimum

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance, dont le texte suit, renouvelant l'ordonnance numéro 42 de la Commission du salaire minimum,

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said "Galet Furs Company Inc.", 1372 West, Ste-Catherine street, Montreal, be treated as contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the said decree number 2943, of August 2, 1940, and that its name be added to the parties of the first part.

WM. LEARMONTH,
860-o Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 882

Quebec, April 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the adoption of regulations to insure the security and protection of the workers and of the public on ice-cutting fields.

Whereas it has become necessary to enact regulations to insure the security and protection of the workers and the public on ice-cutting fields;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, and pursuant to section 5 of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), that the regulations annexed hereto, respecting ice-cutting, be adopted.

WM. LEARMONTH,
Deputy-Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS GOVERNING ICE-CUTTING

Article 1. Any person, before beginning the exploitation of an ice-cutting field, shall transmit to the inspector of industrial and commercial establishments, to the inspector of the Sanitary Unit and to the municipal authorities where the said field is situated, a written notice, giving his full name and address, the name and location of the field.

Article 2. Before operations have started, the field shall be surrounded by a fence or marks. Such marks shall also be placed on both sides of the road between the shore and the field.

Article 3. Such marks shall be made of fir, spruce or cedar, with a maximum height of ten (10) feet. The distance between them shall not exceed forty (40) feet.

Article 4. Before the closing of the field, all road marks shall be taken off. Fences or marks surrounding the field shall be left on it after its closing and until the melting of the ice.

861-o

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour hereby gives notice that the following Ordinance, renewing Ordinance number 42, of the Minimum Wage Commission, concerning Peat-

concernant l'exploitation des tourbières, a été approuvée par l'arrêté-en-conseil numéro 885, du 15 avril 1942.

Bog Exploitations, has been approved by Order-in-Council number 885, of April 15, 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance N° 42

Ordinance No. 42

Exploitation de tourbières

Peat-Bog Exploitations

Ordonnance de renouvellement

Ordinance of Renewal

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation de l'ordonnance N° 42*: L'ordonnance N° 42 de la Commission du salaire minimum concernant les exploitations de tourbières, datée du 24 juillet 1941, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 13 août 1941, par arrêté portant le numéro 2046, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er mai 1943.

1. *Prolongation of Ordinance No. 42*: Ordinance No. 42 of the Minimum Wage Commission, concerning Peat-Bog Exploitations, dated July 24, 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 13, 1941, by Order in Council No. 2046, is maintained in force until May 1st, 1943.

2. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle*.

2. *Coming into force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette*.

Fait et passé à Québec ce premier jour du mois d'avril mil neuf cent quarante-deux.

Signed and dated at Québec, this first day of the month of April in the year one thousand nine hundred and forty-two.

[Sceau]

[Seal]

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS FRANCO,
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN.

(Signed): FERDINAND ROY, President,
" GUS FRANCO, Vice-President,
" J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN, Members.

Copie conforme,

True copy,

Le secrétaire,
J.-A.-V. AUGER.

J. A. V. AUGER,
Secretary.

863-o

863-o

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 305, du 18 février 1938, modifié par l'arrêté numéro 489, du 1er février 1940, relatif aux métiers de boulanger et distributeur de pain, gâteaux et pâtisseries dans les villes des Trois-Rivières, de Cap-de-la-Madeleine et de Pointe-du-Lac et un rayon de 15 milles des limites des Trois-Rivières (côté nord du fleuve), lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 305, of the 18th of February 1938, modified by Order No. 489, of the 1st of February 1940, relating to the trades of baker and distributor of bread, cake and pastry in the towns of Three-Rivers, Cap de la Madeleine, Pointe du Lac and a radius of 15 miles from the limits of Three Rivers (north side of the river), have presented to him a request to amend the said decree in the following manner:

Le paragraphe "d" suivant sera ajouté à l'article II:

The following subsection "d" shall be added to Section II:

"d. 1. Tous les employeurs assujettis au présent décret devront payer à leurs salariés visés par le paragraphe "a" du présent article, autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contre-maître ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre équivalant à 7 points et représentant la différence entre l'indice fédéral du coût de la vie au 1er octobre 1941 (114.6) et un indice intermédiaire de mars-avril 1941 (107.6).

"d. 1. All employers governed by the present decree shall pay to their employees mentioned in subsection "a" of the present section, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus equivalent to 7 points, and representing the difference between the federal index of the cost of living on the 1st of October 1941 (114.6) and an average index of March-April 1941 (107.6).

2. La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

2. The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3. L'indemnité de vie chère devra être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

i. \$0.25 par semaine, pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

ii. De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4. L'indemnité ne sera versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base sera celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque, pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période.

La présente indemnité de vie chère sera payable à compter du 3 mai 1942."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 18 avril 1942. 853-0

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les règlements du comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, approuvés par l'arrêté ministériel numéro 2049, du 13 août 1941, modifiés par l'arrêté numéro 2508, du 25 septembre 1941, ont été corrigés par l'arrêté-en-conseil numéro 888, du 15 avril 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 18 avril 1942. 855-0

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la fourrure de Montréal, section du gros, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i. \$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii. One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period.

The present cost of living bonus shall be payable from the 3rd of May, 1942."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the contracting parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 18, 1942. 853-0

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the by-laws of the Joint Committee of the Building Trades of the Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, approved by Order-in-Council number 2049, of August 13, 1941, modified by Order number 2508, of September 25, 1941, have been corrected by Order-in-Council number 888, of April 15, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 18, 1942. 855-0

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Fur Industry Joint Committee of Montreal, wholesale section, authorized by a regulation approved by Order-in-Council number 1879,

numéro 1879, du 23 juillet 1941, a été prolongé pour une période de soixante (60) jours, à compter du 30 avril 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté-en-conseil numéro 889, du 15 avril 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 avril 1942. 856-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les règlements du comité conjoint des plombiers et poseurs d'appareils de chauffage de Hull, établi en exécution du décret numéro 939, du 25 mars 1936, approuvés par l'arrêté ministériel numéro 1081, du 8 avril 1936, modifiés par les arrêtés numéros 1263 et 1993, des 30 juin et 9 septembre 1939, ont été abrogés par l'arrêté-en-conseil numéro 886, du 15 avril 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 18 avril 1942. 858-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la Construction de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1407, du 3 avril 1940, modifié par l'arrêté ministériel numéro 146, du 24 janvier 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 891, du 15 avril 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 18 avril 1942 au 1er mars 1943, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1407 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs employés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 1407 doivent également payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$18.00 par semaine (salaire minimum fixé par décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 1407 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, les heures de travail, l'argent perçu au cours de chaque semaine et les sommes versées au comité paritaire.

of July 23, 1941, has been extended for a period of sixty (60) days, from April 30, 1942, with the same rate and conditions, by Order-in-Council number 889, of April 15, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 18, 1942. 856-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the by-laws of the Plumbing & Heating Trade Joint Committee of Hull, formed under decree number 939, of March 25, 1936, approved by Order-in-Council number 1081, of April 8, 1936, modified by Orders number 1263 and 1993, of June 30, and September 9, 1939, have been repealed by Order-in-Council number 886, of April 15, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 18, 1942. 858-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trade Joint Committee of Joliette, formed under decree number 1407, of April 3, 1940, modified by Order-in-Council number 146, of January 24, 1941, has been authorized by a regulation approved by Order-in-Council number 891, of April 15, 1942, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from April 18, 1942, to March 1, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by decree number 1407 shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for the journeyman, namely \$18.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be mentioned the name in full and address of each employee in his employ, his competency, the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des Métiers de la construction de Joliette, pour la période comprise entre le 18 avril 1941 et le 1er mars 1943.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE JOLIETTE

Siège social
Joliette, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 avril 1942 et le 1er mars 1943.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 5,000.00
Salariés.....	5,000.00
Salariés permanents.....	1,200.00
Artisans.....	2,000.00
Honoraires d'examens.....	1,400.00
Recettes diverses.....	400.00
	<u>\$ 15,000.00</u>

Dépenses:

Salaire du secrétaire.....	\$ 500.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	2,600.00
Jetons de présence.....	1,560.00
Inspecteurs:	
salaires et frais de déplacement.....	4,500.00
Loyer du bureau et téléphone.....	200.00
Frais légaux.....	1,200.00
Vérification des livres.....	300.00
Papeterie et impression.....	1,400.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.....	1,700.00
Taxes d'affaires et d'eau.....	200.00
Frais d'examens.....	700.00
Echange sur chèque et administration de banque.....	80.00
Timbres et enregistrement.....	60.00
	<u>\$ 15,000.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 18 avril, 1942.

857-o

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send same himself to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the expiration of the period for which it is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1942, and March 31, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trade Joint Committee of Joliette, for the period between April 18, 1941, and March 1, 1943.

THE BUILDING TRADE JOINT COMMITTEE OF JOLIETTE

Corporate seat
Joliette, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between April 18, 1942, and March 1, 1943.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 5,000.00
Employees.....	5,000.00
Permanent employees.....	1,200.00
Artisans.....	2,000.00
Examination fees.....	1,400.00
Various receipts.....	400.00
	<u>\$ 15,000.00</u>

Expenses:

Salary of the secretary.....	\$ 500.00
Travelling expenses of chairman and members.....	2,600.00
Meeting expenses.....	1,560.00
Inspectors:	
Salaries and travelling expenses.....	4,500.00
Office rent and telephone.....	200.00
Legal charges.....	1,200.00
Audition of books.....	300.00
Stationery and printing.....	1,400.00
Travelling expenses, equipment and miscellaneous.....	1,700.00
Business and water taxes.....	200.00
Examination expenses.....	700.00
Exchange on cheque and bank charges.....	80.00
Stamps and registration.....	60.00
	<u>\$ 15,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 18, 1942.

857-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 16

Index of the Quebec Official Gazette, No. 16

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1613

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Larivière vs Noisieux.....	1620
Phénix vs Beauregard.....	1620
Saro vs Mandala.....	1620

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

898—Commerce en détail dans la cité de Québec.....	1639
882—Concernant l'adoption de règlements en vue d'assurer la sécurité et la protection des travailleurs et du public sur les chantiers de coupe de la glace..	1648
805—Concernant l'approbation de l'Ordonnance numéro 4 (1942) de la Commission du salaire minimum.....	1637
899—Employés de garage dans la région de Québec.....	1643
897—Industrie de la broderie dans l'île de Montréal.....	1635
893—Industrie de la fourrure de Montréal, section du gros.....	1647
892—Industrie de la fourrure, section du gros, district de Montréal.....	1647
900—Industrie de la lithographie dans la province de Québec.....	1636
896—Métier de boulanger dans la ville de Granby.....	1644
894—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec.....	1640
895—Métiers de barbier et coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville	1646
901—Métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreurs dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.....	1638
902—Travailleurs en fourrure de la cité de Québec.....	1642

ASSEMBLÉE:

Montreal Tramways Company.....	1620
--------------------------------	------

ASSURANCES:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Eugène de Grantham.....	1621
Norwich Union Life Insurance Society..	1621

AVIS DIVERS:

St. Johns Industries Company Limited..	1622
Syndicat des Employés de la Megantic Manufacturing Co.....	1621

BUREAUX-CHEF:

Association Notre-Dame des Neiges....	1622
Compagnie d'Aqueduc de Carleton-sur-Mer Limitée.....	1622
Murray Bay Pulp & Paper Co. Ltd.....	1623
National Laboratories Limited.....	1622

CHARTES—ABANDON DE:

Atwater Court Limited.....	1623
Chequers Court Limited.....	1623
Filature Provinciale Ltée.....	1623

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1613

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Larivière vs Noisieux.....	1620
Phénix vs Beauregard.....	1620
Saro vs Mandala.....	1620

ORDERS IN COUNCIL:

898—Retail trade in the city of Quebec.	1639
882—Concerning the adoption of regulations to insure the security and protection of the workers and of the public on ice-cutting fields.....	1648
805—Concerning the approval of Ordinance number 4 (1942) of the Minimum Wage Commission.....	1637
899—Garage employees in Quebec District.....	1643
897—Embroidery industry in the Island of Montreal.....	1635
893—Fur industry of Montreal, wholesale section.....	1647
892—Fur industry, wholesale section, Montreal District.....	1647
900—Lithographing industry in the Province of Quebec.....	1636
896—Baker trade in the town of Granby	1644
894—Barber and hairdresser trades in Quebec District.....	1640
895—Barber and hairdresser trades in the city of St. John and the town of Iberville.....	1646
901—Pipe mechanic and tinsmith-roofer trades in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.....	1638
902—Fur workers in the city of Quebec	1642

MEETING:

Montreal Tramways Company.....	1620
--------------------------------	------

INSURANCES:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Eugène de Grantham.....	1621
Norwich Union Life Insurance Society..	1621

MISCELLANEOUS NOTICES:

St. Johns Industries Company Limited..	1622
Syndicat des Employés de la Megantic Manufacturing Co.....	1621

CHIEF-OFFICES:

Association Notre-Dame des Neiges....	1622
Compagnie d'Aqueduc de Carleton-sur-Mer Limitée.....	1622
Murray Bay Pulp & Paper Co. Ltd.....	1623
National Laboratories Limited.....	1622

CHARTERS—SURRENDER OF:

Atwater Court Limited.....	1623
Chequers Court Limited.....	1623
Filature Provinciale Ltée.....	1623

St. Andrews Fur Farms Limited	1623	St. Andrews Fur Farms Limited	1623
Viewmount Realty Corporation	1623	Viewmount Realty Corporation	1623
COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:		DAIRY INDUSTRY COMMISSION:	
Ordonnance N° C-42	1624	Order No. C-42	1624
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
N° 42 (renouvellement) Exploitation de tourbières	1648	No. 42 (Renewal) Peat-bog exploitations	1648
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Québec, cité de	1624	Quebec, city of	1624
Rouyn, ville de	1625	Rouyn, town of	1625
Saint-Joseph d'Alma, ville de	1625	Saint-Joseph d'Alma, town of	1625
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:	
Hull, munic. scolaire du canton	1625	Hull, school munic. of the township	1625
St-Basile-Station, munic. scolaire	1625	St-Basile-Station, school munic	1625
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Brome County Winter Roads Associa- tion	1614	Brome County Winter Roads Associa- tion	1614
Mann Brush Company Limited	1615	Mann Brush Company Limited	1615
M. Berger & Sons Limited	1615	M. Berger & Sons Limited	1615
The Canadian Paper & Twine Co. Ltd.	1616	The Canadian Paper & Twine Co. Ltd.	1616
MINISTÈRE DU TRAVAIL:		DEPARTMENT OF LABOUR:	
Industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicou- timi et Charlevoix-Saguenay	1650	Building industry of the counties of Ro- berval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay	1650
Industrie de la fourrure de Montréal, section du gros	1650	Fur industry of Montreal, wholesale sec- tion	1650
Métiers de boulanger et distributeur de pain, gâteaux et pâtisseries dans les villes des Trois-Rivières, Cap-de-la- Madeleine et Pointe-du-Lac	1649	Baker and distributor of bread, cake and pastry trades in the towns of Trois-Ri- vières, Cap de la Madeleine and Poin- te du Lac	1649
Métiers de la construction de Joliette	1651	Building trades of Joliette	1651
Plombiers et poseurs d'appareils de chauf- fage de Hull	1651	Plumbing & heating of Hull	1651
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses	1626	Miscellaneous	1626
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Sherbrooke, cité de	1627	Sherbrooke, city of	1627
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Demers, Emile	1627	Demers, Emile	1627
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Rubenstein vs Rubenstein <i>et al.</i>	1628	Rubenstein vs Rubenstein <i>et al.</i>	1628
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Black Lake, ville de	1617	Black Lake, town of	1617
St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village de	1616	St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village of	1616
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFF'S SALES:	
<i>Arthabaska:</i>		<i>Arthabaska:</i>	
Fradette <i>et vir</i> vs Sévigny	1630	Fradette <i>et vir</i> vs Sévigny	1630
<i>Beauce:</i>		<i>Beauce:</i>	
Beaudoin vs Vachon	1631	Beaudoin vs Vachon	1631
<i>Montmagny:</i>		<i>Montmagny:</i>	
Doyon vs Bolduc	1631	Doyon vs Bolduc	1631

Montréal:

Girard vs Desautels...	1631
The Canadian Bank of Commerce vs Margulies.....	1632
The Royal Trust Company <i>et al</i> vs Limoges <i>et vir</i>	1632

Montreal:

Girard vs Desautels.....	1631
The Canadian Bank of Commerce vs Margulies.....	1632
The Royal Trust Company <i>et al</i> vs Limoges <i>et vir</i>	1632

Québec:

Cité de Québec vs Bourgeois.....	1633
Cité de Québec vs Wilkinson.....	1633

Quebec:

City of Quebec vs Bourgeois.....	1633
City of Quebec vs Wilkinson.....	1633

Saint-François:

Gagné <i>et al</i> vs Barbeau.....	1633
Gagné <i>et al</i> vs Barbeau.....	1634

Saint Francis:

Gagné <i>et al</i> vs Barbeau.....	1633
Gagné <i>et al</i> vs Barbeau.....	1634

Saint-Hyacinthe:

Viens vs Jarry.....	1634
---------------------	------

Saint Hyacinthe:

Viens vs Jarry.....	1634
---------------------	------

864-o

864-o

